

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 229

29 janvier 2015

SOMMAIRE

6922767 Holding Sàrl	10992	MSEOF Park Tower S.à r.l.	10978
AXA Infrastructure Holding S.à r.l.	10975	OCM Luxembourg OPPS Numeral Hol-	
Badong SPF S.A.	10990	dings S.à r.l.	10953
BI Europe Sàrl	10964	Passiflora S.A.	10950
Borne du Passeur Petange A.S.B.L.	10988	Pastry Boom S.à r.l.	10952
Brasstown Entrada I S.C.A.	10978	Patrimax Sàrl	10952
BSO Holding Luxembourg S.à r.l.	10981	Phoenicia S.A.	10952
Calilux S.à r.l.	10987	Pillarlux Corbeil S.à r.l.	10952
C.A.R.E. Europe 1., S. à r.l.	10984	Pincton Holding S.A. SPF	10950
Geka S.à r.l.	10947	Profitec S.P.F.	10950
Gerthoma Number Two S.A.	10946	Profitec S.P.F.	10950
Gerüstbau A. Mathieu GmbH	10947	Promotion et Gestion des Marques S.A.	
Gesfinlux S.A. Holding	10947	10953
Greentea S.A.	10947	Pure Invest S.A.	10948
HAB2 Prop Co. A S.à r.l.	10954	QL Investments S.A.	10949
HAZ Holding S.A.	10947	Raison Hair Design	10949
HCM Invest S.à r.l.	10948	Ravi Investments S.à r.l.	10949
Hefesto S.A.	10948	RBB S.A.	10951
Hickbros Sàrl	10948	RC Holding S. à r.l.	10951
IBTD GROUP S.A., société de gestion de		Real Estate Associates	10951
patrimoine familial	10946	Red & Black Topco S.à r.l.	10949
Immobilière Sanem SA	10946	Redima	10951
Infrapark Management S.à r.l.	10946	Redima	10951
Institut de Beauté Ongle d'Art S.à r.l.	10954	Reg Investissements S.à r.l.	10953
Le Péristyle - Atelier d'Architecture	10992	Riosal Investment S.A.	10950
MCarré S.à r.l.	10990	R. Linse Holding B.V.	10949

IBTD GROUP S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 155.969.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'Administrateur KOFFOUR S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg, B - 86 086, ayant son siège social au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné Monsieur Eric BREUILLE, domicilié professionnellement au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société IBTD GROUP S.A., société de gestion de patrimoine familial, en remplacement de Monsieur Guy BAUMANN.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Pour: IBTD GROUP S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014209261/19.

(140234215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Infrapark Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 182.365.

Les statuts coordonnés au 05 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209258/9.

(140233795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Immobilière Sanem SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 145.571.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014209267/10.

(140234317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Gerthoma Number Two S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 58.358.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 11 décembre 2014

Suite au décès de Monsieur Nicolas SCHAEFFER JR le conseil nomme en remplacement par cooptation comme Administrateur:

Monsieur Laurent Jacquemart, expert comptable, né à Daverdisse le 19/06/1968, avec adresse professionnelle 3 A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2019.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014209195/16.

(140234247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Gesfinlux S.A. Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 59.427.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209197/10.

(140233965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Gerüstbau A. Mathieu GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5408 Bous, 37, route de Stadtbredimus.

R.C.S. Luxembourg B 103.815.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209196/9.

(140233730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Geka S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4965 Clemency, 4, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 42.128.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209193/10.

(140233659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Greentea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 159.848.

Je présente ma démission comme administrateur de votre société avec effet au 24 décembre 2014.

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Ivo Hemelraad.

Référence de publication: 2014209186/9.

(140233641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

HAZ Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 132.645.

Par décision du Conseil d'Administration du 30 décembre 2014, Monsieur Eric BREUILLE, né le 26/04/1960 à Châteauroux (France) et demeurant professionnellement au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été coopté au Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Guy BAUMANN, démissionnaire.

Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Pour: HAZ HOLDING S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014209237/16.

(140233934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Hefesto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 69.952.

—
Par décision du Conseil d'Administration du 30 décembre 2014, Monsieur Eric BREUILLE, né le 26/04/1960 à Châteauroux (France) et demeurant professionnellement au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été coopté au Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Guy BAUMANN, démissionnaire.

Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Pour: HEFESTO S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014209239/16.

(140233798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

HCM Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 101.435.

—
EXTRAIT

Le siège social de la société jusqu'alors fixé au 3, rue des Bains, L-1212 Luxembourg est dénoncé en date du 29 décembre 2014 avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Véronique De Meester

Le domiciliataire

Référence de publication: 2014209238/13.

(140233544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Hickbros Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1247 Luxembourg, 2, rue de la Boucherie.

R.C.S. Luxembourg B 89.744.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209240/9.

(140233933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Pure Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 158.039.

—
Extrait des résolutions prises en date du 6 août 2014

- La démission de Monsieur Renaud LEONARD de son mandat d'Administrateur de la société, avec effet immédiat, est acceptée.

- Madame Kalliopi FOURNARI, née le 14 février 1981 à Thessalonique (Grèce), employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommée au poste d'Administrateur en remplacement de Monsieur Renaud LEONARD, démissionnaire, avec effet immédiat et ce jusque l'assemblée générale statutaire de l'an 2016.

Luxembourg, le 6 août 2014.

PURE INVEST S.A

Référence de publication: 2014208446/16.

(140232628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

QL Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 158.670.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014208449/10.

(140232411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Raison Hair Design, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1267 Luxembourg, 15, rue Robert Bruch.
R.C.S. Luxembourg B 160.114.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2014208452/10.

(140233416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

R. Linse Holding B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.160,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 158.772.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014208450/12.

(140232520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Ravi Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 126.782.

Les comptes annuels du 1^{er} janvier 2013 au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208455/11.

(140232902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Red & Black Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 129.047.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Séverine Michel

Gérante

Référence de publication: 2014208456/11.

(140233100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Profitec S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 50.305.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014208440/11.

(140233027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Profitec S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 50.305.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014208439/11.

(140232875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Pincton Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 166.156.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208430/9.

(140232222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Passiflora S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 121.645.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208417/10.

(140233138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Riosal Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 67.610.

Je soussignée, la Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l., Commissaire aux Comptes de la société RIOSAL INVESTMENT S.A. déclare par la présente, démissionner de son poste de Commissaire aux Comptes qui m'avait été confié au sein de la société, avec effet au 01/01/2014.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2014208491/13.

(140232689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Real Estate Associates, Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 44.009.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

REAL ESTATE ASSOCIATES S.A.

Geert DIRKX

Administrateur

Référence de publication: 2014208467/13.

(140232257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

RC Holding S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.

R.C.S. Luxembourg B 131.533.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société**Un gérant*

Référence de publication: 2014208465/11.

(140233262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

RBB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4660 Differdange, 11-15, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 76.682.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208464/10.

(140232602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Redima, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2356 Luxembourg, 53, rue de Pulvermühl.

R.C.S. Luxembourg B 33.784.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

P. Buchholz.

Référence de publication: 2014208471/10.

(140232493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Redima, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2356 Luxembourg, 53, rue de Pulvermühl.

R.C.S. Luxembourg B 33.784.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

P. Buchholz.

Référence de publication: 2014208470/10.

(140232492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Patrimax Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1839 Luxembourg, 25, rue Joseph Junck.
R.C.S. Luxembourg B 144.527.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg. Signature.

Référence de publication: 2014208420/10.

(140232249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Pillarlux Corbeil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 122.148.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

TMF Corporate Services S.A.

Manager

Michael Watrin / J.-J.P.G. Josset

Proxyholder / Director

Référence de publication: 2014208426/15.

(140231881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Phoenicia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 73.902.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 5 décembre 2014

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 décembre 2014 que l'Assemblée:

- prononce la clôture de la liquidation et constate que la société a cessé d'exister.
- décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014208425/17.

(140232190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Pastry Boom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8422 Steinfort, 69, rue de Hobscheid.
R.C.S. Luxembourg B 166.446.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2014208418/12.

(140233519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Promotion et Gestion des Marques S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 144.750.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 3 décembre 2014

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 3 décembre 2014 que l'Assemblée:

- prononce la clôture de la liquidation et constate que la société a cessé d'exister.
- décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014208443/17.

(140232191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Reg Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 146.580.

Il convient de noter que la société SGG (Suisse) S.A. a cédé la totalité de ses parts sociales (125) à la société suivante qui devient alors le nouvel associé unique:

- WEALTH & CO, société anonyme de droit suisse, ayant son siège social au Boulevard Helvétique 31, case postale 5640, CH-1211 GENEVE, et immatriculée au registre de commerce de Genève sous le numéro CHE-491.981.926.

Fait, le 17 décembre 2014.

Certifié sincère et Conforme

REG INVESTISSEMENTS S.à r.l.

Référence de publication: 2014208473/15.

(140232738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

OCM Luxembourg OPPS Numéral Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 170.328.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société OCM Luxembourg OPPS Numéral Holdings S.à r.l., décidée par acte auprès du notaire Maître Jean Seckler, en date du 28 novembre 2014, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire sous seing privé tenue en date du 19 décembre 2014.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Vanessa Lorreyte

Le Mandataire

Référence de publication: 2014206126/17.

(140229420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Institut de Beauté Ongle d'Art S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1719 Luxembourg, 52, rue des Hauts-Fourneaux.

R.C.S. Luxembourg B 77.622.

—
Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 01.12.2014

Résolution

L'assemblée est ouverte à 10 heures.

Ordre du jour: - transfert du siège social.

L'assemblée décide de transférer le siège social de L-1463 Luxembourg, 15 rue Fort Elisabeth à L-1719 Luxembourg, 52 rue des Hauts-Fourneaux.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée extraordinaire est levée à 10 heures 30.

Fait et signé à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

Giuseppina SANTORO.

Référence de publication: 2014209274/15.

(140234118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

HAB2 Prop Co. A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.750,00.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 175.200.

—
In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of December.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organized as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189.418, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549 and a share capital of one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-),

here represented by José María Ortiz, Director, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, by virtue of a power of attorney dated 18 December 2014,

in its capacity as sole shareholder of HAB2 Prop Co. A S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 175.200, incorporated on 8 February 2013 pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg (the Company).

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to enact the following:

I. ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of the Company and represents the entire share capital of the Company;

II. the Sole Shareholder takes the following resolution:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 3 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition, directly or indirectly, of real estate property in Luxembourg or abroad, in particular shopping centres, and the holding and managing of the assets required for the management of the real estate property.

3.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also

give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.”

Second resolution

The Sole Shareholder, ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, resolves

a) to increase the share capital of the Company by an amount of one thousand two hundred and fifty euro (EUR 1,250) from twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500,-) to thirteen thousand seven hundred and fifty euro (EUR 13,750) by the issue of one thousand two hundred and fifty (1,250) shares with a par value of one euro (EUR 1,-) each,

b) to subscribe for one thousand two hundred and fifty (1,250) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1,-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of one thousand two hundred and fifty euro (EUR 1,250) and to give evidence to the undersigned notary that the amount of one thousand two hundred and fifty euro (EUR 1,250) is at the disposal of the Company,

c) to converse and allocate the thirteen thousand seven hundred and fifty (13,750) shares with a par value of one euro each (EUR 1,-) each into (i) one thousand two hundred and fifty shares (1,250) of ordinary shares, (ii) one thousand two hundred and fifty shares (1,250) of class A (the “Class A Shares”), (iii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class B (the “Class B Shares”), (iv) one thousand two hundred and fifty (1,250) of class C (the “Class C Shares”), (v) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class D (the “Class D Shares”), (vi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class E (the “Class E Shares”), (vii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class F (the “Class F Shares”), (viii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class G (the “Class G Shares”), (ix) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class H (the “Class H Shares”), (x) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class I (the “Class I Shares”) and (xi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class J (the “Class J Shares”); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

and resolves to subsequently amend article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Kapital.

5.1 The Company’s share capital is set at thirteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 13,750.-), represented by (i) one thousand two hundred and fifty (1,250) ordinary, (ii) one thousand two hundred and fifty shares of class A (the “Class A Shares”), (iii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class B (the “Class B Shares”), (iv) one thousand two hundred and fifty (1,250) of class C (the “Class C Shares”), (v) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class D (the “Class D Shares”), (vi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class E (the “Class E Shares”), (vii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class F (the “Class F Shares”), (viii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class G (the “Class G Shares”), (ix) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class H (the “Class H Shares”), (x) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class I (the “Class I Shares”) and (xi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class J (the “Class J Shares”); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any share premium paid on the ordinary shares of the Company in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any ordinary shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.3. The subscribed share capital of the Company may be increased through the issuance of shares, or reduced, by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution adopted in the manner required for amendment of the Articles. In no case may the subscribed share capital be reduced to an amount lower than thirteen thousand seven hundred fifty euro Euro (EUR 13,750.-). Notwithstanding the above, the share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a class of shares, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class as may be determined from time-to-time by the board of managers and approved at the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the ordinary Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order: (i) Class J Shares; (ii) Class I Shares; (iii) Class H Shares; (iv) Class G Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class E Shares; (vii) Class D Shares; (viii) Class C Shares; (ix) Class B Shares and (x) Class A Shares.

5.4. In the event of a reduction of share capital through the cancellation of a whole class of shares consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class (in the order provided for above), each such class of shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares.

5.5. The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by Law.

5.6. For the purpose of this article:

“Available Amount” means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium account up to the amount of losses including carried forward losses) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P+ CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable reserves (including the share premium account up to the amount of L)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L= losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles.

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption.

“Cancellation Value Per Share” means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be cancelled.

“Interim Accounts” means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date.

“Interim Account Date” means the date no earlier than eight (8) days before the date of the cancellation of a class of shares.

“Total Cancellation Amount” means the amount determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved at the General Meeting (or as the case may be the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved at the General Meeting (or as the case may be by the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 6. Shares.

6.1. The shares are and will remain in registered form (parts sociales nominatives). The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2 The transfer of shares by reason of death to third parties must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company’s share capital.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 7 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is jointly managed by two managers or more managers appointed by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution.”

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 8 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 8. Board of managers.** The Company will be managed by a board of managers (the Board). The Board shall be composed of at least two (2) managers who will be A managers (hereafter each a Manager A) or B managers (hereafter each a Manager B).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board that has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board shall not resolve on the following subject matters unless with (1) the approval of the investment committee of ECE Real Estate Partners S.à r.l. and such approval shall be documented in writing and (2) the unanimous decision of all parties to any parallel investment agreement between ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF A, ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp and ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF C and, as the case may be, further parties and such consent shall be documented in writing:

(a) any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) acquisition of shopping centres;

(b) any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) disposal of shopping centres;

(c) any decision relating to direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) real estate financings; and

(d) any decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) enlargement of shopping centres, in particular the structural alteration of parts or extensions of a building.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if (a) a majority of its members is present or represented, and (b) at least one Manager A is present or represented at the meetings. Resolutions of the Board are validly taken by a simple majority of the managers present or represented provided that at least one Manager A votes in favour of the decision(s) to be adopted. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of two managers, including at least the signature of one Manager A.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.”

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 10 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 10. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.**

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders of the Company (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders."

10.3. Subject-Matters of Resolutions

The shareholders shall resolve on the subject-matters prescribed by the Law."

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to redesignate the mandate of Mr José María Ortiz from manager to manager A and to redesignate the mandate of Mr Ulrich Binninger from manager to manager B.

As a consequence, the Company will be managed by one Manager B and one Manager A, appointed for an undetermined duration:

- Mr José María Ortiz, Director, born on January 3, 1970, in Madrid, Spain, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, as Manager A,

- Mr Ulrich Binninger, Managing Director, born on August 30, 1966 in Trier, Germany, with professional address at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, as Manager B.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 1,300.- (one thousand three hundred Euro).

WHEREOF the present deed was drawn up in Contern, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and German texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Deutsche Uebersetzung des Vorstehenden Textes

Am achtzehnten Tag des Monats Dezember im Jahre zweitausendvierzehn,

ist vor dem unterzeichnenden Notar Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

Die ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, organisiert als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handelsund Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.418, vertreten durch

ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549 und ein Gesellschaftskapital von einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR125.000.-) hat,

in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafterin der HAB2 Prop Co. A S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter in L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 175.200, gegründet am 8. Februar 2013 gemäß Urkunde von Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, (die Gesellschaft),

hier vertreten José María Ortiz, Geschäftsführer, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Vollmacht, welche am 18 Dezember 2014 erteilt wurde.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, folgendes zu beurkunden:

I. ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF ist Alleingesellschafterin der Gesellschaft (die Alleingesellschafterin) und vertritt das gesamte Gesellschaftskapital;

II. Die Alleingesellschafterin fasst folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt Artikel 3 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, zu ändern, sodass dieser von nun an wie folgt lautet:

„ Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Zweck der Gesellschaft ist der direkte oder indirekte Erwerb von Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, insbesondere von Einkaufszentren, und der Erwerb und die Verwaltung von zur Bewirtschaftung der Immobilien erforderlichen Gegenständen.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendenpapiere ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt die Erträge aus Kreditverbindlichkeiten, an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaft verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft in Bezug auf ihr gesamtes oder nur einen Teil ihres Vermögens Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.“

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafterin, ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, beschließt

a) das Stammkapital der Gesellschaft von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) um eintausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1.250) auf dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750) durch Ausgabe von eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteilen mit einem Stückwert von je einem Euro (EUR 1.-) zu erhöhen,

b) eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1.-) zu zeichnen und den Betrag von eintausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1.250) vollständig in bar einzuzahlen und dem unterzeichneten Notar den Nachweis zu erbringen, dass der Betrag in Höhe von eintausendzweihundertfünfzig (EUR 1.250) jetzt der Gesellschaft zur Verfügung steht.

c) die dreizehntausendsiebenhundertfünfzig (3.750) Anteile mit einem Stückwert von je einem Euro (EUR 1.-) umzuwandeln und aufzuteilen in (i) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Stammanteile, (ii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse A (die "Klasse A Anteile"), (iii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse B (die "Klasse B Anteile"), (iv) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse C (die "Klasse C Anteile"), (v) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse D (die "Klasse D Anteile"), (vi) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse E (die "Klasse E Anteile"), (vii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse F (die "Klasse F Anteile"), (viii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse G (die "Klasse G Anteile"), (ix) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse H (die "Klasse H Anteile"), (x) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse I (die "Klasse I Anteile") und (xi) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse J (die "Klasse J Anteile"); jede jeweils ausgegeben in voll liberierten Namensanteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

Und beschließt daher, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, sodass dieser von nun an wie folgt lautet:

“ Art. 5. Capital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750,-), aufgeteilt in (i) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Stammanteile, (ii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse A (die “Klasse A Anteile”), (iii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse B (die “Klasse B Anteile”), (iv) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse C (die “Klasse C Anteile”), (v) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse D (die “Klasse D Anteile”), (vi) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse E (die “Klasse E Anteile”), (vii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse F (die “Klasse F Anteile”), (viii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse G (die “Klasse G Anteile”), (ix) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse H (die “Klasse H Anteile”), (x) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse I (die “Klasse I Anteile”) und (xi) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse J (die “Klasse J Anteile”); jede jeweils ausgegeben in voll liberierten Namensanteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

5.2. Zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital kann ein Rücklagenkonto für das Emmissionsagio eingerichtet werden, auf welchem das auf die Stammanteile über deren Nominalwert eingezahlten Emmissionsagio als Kapitalrücklage verbucht werden kann. Der Betrag des Rücklagenkontos kann für Zahlungen der Gesellschaft an ihre(n) Gesellschafter im Rahmen des Rückerwerbs von Stammanteilen, zum Ausgleich des realisierten Nettoverlusts, für Ausschüttungen an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden verwedet werden oder der gesetzlichen Kapitalrücklage zugeführt zu werden.

5.3. Durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Bestimmungen zu fassen ist, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital durch die Ausgabe von Anteilen erhöht oder herabgesetzt werden. In keinem Fall darf das Gesellschaftskapital unter einen Betrag von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750,-) fallen. Dessen ungeachtet kann das Gesellschaftskapital der Gesellschaft verringert werden durch die Löschung einer gesamten Anteilsklasse (nicht jedoch eines Teils Anteilsklasse), welche durch Rückerwerb und Annullierung aller in dieser Klasse ausgegebenen Anteilen erfolgt, wie es von Zeit zu Zeit durch den Geschäftsführungsrat festgestellt und durch die Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigt wird; der Rückerwerb und die Annullierung von Stammanteilen durch die Gesellschaft sind ausgeschlossen. Sofern der Rückerwerb und die Annullierung einer gesamten Klasse beabsichtigt sind, haben diese in der folgenden Reihenfolge zu erfolgen: (i) Klasse J Anteile; (ii) Klasse I Anteile; (iii) Klasse H Anteile; (iv) Klasse G Anteile; (v) Klasse F Anteile; (vi) Klasse E Anteile; (vii) Klasse D Anteile; (viii) Klasse C Anteile; (ix) Klasse B Anteile und (x) Klasse A Anteile.

5.4. Im Falle der Kapitalherabsetzung durch Löschung einer gesamten Anteilsklasse durch Rückerwerb und Annullierung aller ausgegebenen Anteile in der betreffenden Klasse (gemäß obiger Reihenfolge) steht jedem Inhaber von Anteilen dieser Anteilsklasse (pro rata gemäß der gehaltenen Anteile in der jeweiligen Anteilsklasse) ein anteiliger Anspruch aus dem Gesamtannullierungsbetrag in Bezug auf die einzuziehende Anteilsklasse zu; jeder Inhaber von rückerworbenen oder annullierten Anteilen erhält von der Gesellschaft einen Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Anteilsklasse entspricht.

5.5. Die Gesellschaft kann den Rückerwerb von Anteilen gemäß den hier festgelegten Bedingungen nur im Rahmen der Anforderungen des Gesetzes vornehmen.

5.6. Für Zwecke dieses Artikels:

“Verfügbarer Betrag” bedeutet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne) soweit Gesellschafter gemäß dieser Satzung zum Erhalt von Dividendenausschüttungen berechtigt gewesen wären, erhöht um (i) alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emmissionsagio bis zur Höhe der Verluste einschließlich vorgetragener Verluste) und (ii) gegebenenfalls den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Verringerung der gesetzlichen Rücklagen im Hinblick auf die einzuziehenden/zu löschenden Anteilsklassen, jedoch verringert um (i) alle Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und (ii) aller Beträge, welche aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen, jedes Mal wie in den betreffenden Zwischenbilanzen dargestellt (jedoch ohne doppelte Buchung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Wobei:

AA= Verfügbarer Betrag

NP= Nettogewinn (einschließlich vorgetragener Gewinne)

P= alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emmissionsagio bis zu einem Betrag von L)

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage bezogen auf diejenige Anteilsklasse, welche aufgelöst werden soll

L= Verluste (einschließlich vorgetragene Verluste)

LR = alle Beträge, welche aufgrund Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen.

Der Verfügbare Betrag, basierend auf obiger Formel, kann um sämtliche der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahme zur Verfügung stehende überschüssige Liquidität und/oder Vermögenswerte, erhöht werden, wobei überschüssige Liquidität und Vermögenswerte aus dem Rücklagenkonto des Emissionsagio bis zur Höhe des Betrags der an das Emissionsagio gebundenen Kapitalrücklage zum Zeitpunkt der Rücknahme zu zahlen sind.

“Annullierungswert pro Anteil” bedeutet den durch Division des Gesamtannullierungsbetrages durch die ausgegebene Anzahl von Anteilen in der von der Annullierung betroffenen Anteilsklasse errechneten Wert.

“Zwischenbilanzen” bedeuten die Zwischenbilanzen der Gesellschaft gemäß Luxemburger GAAP zum betreffenden Zwischenbilanzzeitpunkt.

“Zwischenbilanzzeitpunkt” bedeutet das Datum frühestens acht (8) Tage vor dem Datum der Löschung einer Anteilsklasse.

“Gesamtannullierungsbetrag” bedeutet der vom Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer festgelegten und von der Hauptversammlung (oder gegebenenfalls dem Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigten Betrag, basierend auf den relevanten Zwischenbilanzen. Der Gesamtannullierungsbetrag muss niedriger oder gleich dem gesamten Verfügbaren Betrag zum Zeitpunkt der Löschung der betreffenden Anteilsklasse sein, es sei denn, dass dies anderweitig durch die Hauptversammlung (oder gegebenenfalls durch den Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter gemäß den Bestimmungen zur Änderung dieser Satzung beschlossen worden ist, vorausgesetzt jedoch, dass der Gesamtannullierungsbetrag nie höher sein darf als der Verfügbare Betrag.”

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, zu ändern, sodass dieser von nun an wie folgt lautet:

„ Art. 6. Geschäftsanteile.

6.1. Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile (parts sociales nominatives). Die Geschäftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft lässt nur einen (1) Eigentümer pro Geschäftsanteil zu.

6.2. Die Übertragung von Geschäftsanteilen aufgrund eines Todesfalles an Dritte bedarf der Zustimmung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel der Rechte der Hinterbliebenen vertreten.

Eine Anteilsübertragung ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, wenn eine solche gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches gegenüber der Gesellschaft angezeigt oder von dieser anerkannt wurde.

6.3. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterregister geführt, welches auf Anfrage von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann.

6.4. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen, vorausgesetzt, die Gesellschaft verfügt über ausreichend ausschüttbare Reserven oder falls der Rückkauf aufgrund einer Herabsenkung des Gesellschaftskapitals beruht.”

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, Artikel 7 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, zu ändern, sodass dieser von nun an wie folgt lautet:

„ Art. 7. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft wird gemeinschaftlich von zwei oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Diese werden durch einen Beschluss der Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestellt, welcher auch ihre Amtszeit festlegt. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

7.2. Die Geschäftsführer können zu jedem Zeitpunkt (mit oder ohne Grund) von der Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses abberufen werden.”

Fünfter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, Artikel 8 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, zu ändern, sodass dieser von nun an wie folgt lautet:

„ **Art. 8. Geschäftsführungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Geschäftsführungsrat (der Rat) verwaltet. Der Rat soll aus mindestens zwei (2) Geschäftsführern bestehen, die entweder A Geschäftsführer (Geschäftsführer A) oder B Geschäftsführer (Geschäftsführer B) sein sollen.

8.1. Befugnisse des Geschäftsführungsrates

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Rates, welchem die Befugnis zusteht, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehen.

(ii) Besondere und eingeschränkte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte des Rates übertragen werden.

(iii) In Bezug auf die folgenden Entscheidungen soll der Rat nur Beschlüsse fassen sofern (1) die Genehmigung des Investment Komitees der ECE Real Estate Partners S.à r.l. vorliegt, und eine solche Genehmigung schriftlich festgehalten wurde und (2) der einstimmigen Entscheidung aller Parteien einer jeden parallelen Investitionsvereinbarung zwischen der ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, der ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp und der ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF und, gegebenenfalls, weiteren Parteien, und eine solche Zustimmung schriftlich festgehalten worden ist:

- (a) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich des direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) des Erwerbs von Einkaufszentren;
- (b) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Veräußerung von Einkaufszentren;
- (c) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Immobilien Finanzierung; und
- (d) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Erweiterung von Einkaufszentren, dass heißt insbesondere die bauliche Veränderungen durch neue Gebäudeteile und Anbauten, von Einkaufszentren.

8.2. Verfahren

(i) Auf Wunsch eines jeden Geschäftsführers findet eine Versammlung des Rates, an einem in der Ankündigung genannten Ort, grundsätzlich aber in Luxemburg, statt.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jeden Versammlung des Rates geht allen Geschäftsführern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung darzulegen ist.

(iii) Eine Ankündigung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Rates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass ihnen die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Ankündigung kann ein Geschäftsführer zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Ankündigungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Rat verabschiedet wurde.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Rates vertreten zu lassen.

(v) Der Rat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn (a) die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind und (b) wenigstens ein Geschäftsführer A bei der Versammlung anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Rates sind wirksam, wenn sie mit einer einfachen Mehrheit der von den anwesenden und vertretenen Geschäftsführern gefasst werden, wobei mindestens ein Geschäftsführer A für den Beschluss oder die Beschlüsse gestimmt haben muss. Die Beschlüsse des Rates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden der Versammlung oder, wenn kein Vorsitzender bestimmt wurde, von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden müssen.

(vi) Jeder Geschäftsführer kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Versammlung des Rates teilnehmen, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und gehaltenen Versammlung gleichzusetzen.

(vii) Beschlüsse in Textform, welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind und im Umlaufverfahren gefasst worden sind (die Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer), sind genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

8.3. Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinschaftliche Unterschrift von zwei (2) Geschäftsführern gebunden, wobei stets mindestens ein Geschäftsführer A unterzeichnet haben muss.

(ii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterzeichnung der mit gemäß Sinne von Artikel 8.1. (ii) Spezialvollmachten ausgestatteten Personen gebunden."

Sechster Beschluss

Die Alleingeschafterin beschließt, Artikel 10 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, zu ändern, sodass dieser von nun an wie folgt lautet:

„ Art. 10. Hauptversammlung und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter.

10.1. Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden in einer Hauptversammlung der Gesellschafter (die Hauptversammlung) oder durch Beschlüsse im Umlaufverfahren (die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter) gefasst.

(ii) Werden Beschlüsse im Wege der Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt der Beschlüsse gemäß den Bestimmungen der Satzung an alle Gesellschafter übersandt. Die von allen Gesellschaftern unterzeichneten

Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter, welcher das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift trägt, ist genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung gefasst wurde.

(iii) Je ein Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

10.2. Ankündigung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Auf Initiative eines Geschäftsführers oder der Gesellschafter, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, werden die Gesellschafter zur Hauptversammlung einberufen oder schriftlich zur Entscheidung gebeten.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jede Hauptversammlung geht allen Gesellschaftern spätestens acht (8) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung dazulegen ist.

(iii) Die Hauptversammlungen finden an dem in der Ankündigung genannten Ort, zur in der Ankündigung genannten Zeit statt; die Hauptversammlungen sollten grundsätzlich im Großherzogtum Luxemburg abgehalten werden.

(iv) Die Hauptversammlung kann ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden, wenn alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass ihnen die Tagesordnung im Voraus bekannt gegeben wurde und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen betrachten.

(v) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person, bei welcher es sich nicht um einen Gesellschafter handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei der Hauptversammlung vertreten zu werden.

(vi) Die in den Hauptversammlungen oder in Form von Umlaufbeschlüssen der Gesellschafter zu fassenden Beschlüsse werden von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Hauptversammlung oder dem ersten Beschluss in Textform nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Hauptversammlung geladen oder erneut zur schriftlichen Entscheidung gebeten und die Beschlüsse oder die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Quote des vertretenen Gesellschaftskapitals.

(vii) Die Satzung kann mit Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, welche drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden.

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Gesellschafter.

10.3. Gegenstände von Beschlüssen

Die Gesellschafter sollen über die Gegenstände abstimmen welche per Gesetz vorgeschrieben sind.”

Siebter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt das Mandat von Herrn José María Ortiz vom Geschäftsführer in einen Geschäftsführer A umzubestimmen und das Mandat von Herrn Ulrich Binnerger vom Geschäftsführer in einen Geschäftsführer B umzubestimmen. Als Konsequenz wird die Gesellschaft für einen unbestimmten Zeitraum von einem Geschäftsführer B und einem Geschäftsführer A verwaltet:

1) Herr José María Ortiz, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 3. Januar 1970 in Madrid, Spanien, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, als Geschäftsführer A

2) Herr Ulrich Binnerger, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 30 August, 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, als Geschäftsführer B

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft in Zusammenhang mit vorliegender Urkunde entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr EUR 1.300,- (eintausenddreihundert Euro).

WORÜBER Urkunde erstellt in Contern am Datum, wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erschienenen Parteien diese Urkunde in englischer Sprache verfasst und mit einer deutschen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des englischen vom deutschen Text der englische Text maßgebend ist.

Nachdem die Urkunde der erschienenen Person, welche dem Notar mit Nachname, Vorname, Personenstand und Adresse bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die erschienene Person zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. M. ORTIZ, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 22 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16629. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 29 Dezember 2014.

Référence de publication: 2014209231/541.

(140233500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

BI Europe Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 193.186.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of December.

Before Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg, to whom remains the present deed.

THERE APPEARED:

9092625 Canada Inc., a company incorporated and organized under the laws of Canada, having its registered office at 36 Lajeunesse, Kingsey Falls, QC J0A 1B0, Canada, registered with the Industry Canada under Corporation number 909262-5 (the "Sole Shareholder"),

represented by Me Matthieu Groetzinger, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of proxy given under private seal on December 10, 2014.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, acting in the here above stated capacity, has drawn up the following articles of association of a private limited liability company (Société à responsabilité limitée), which it intends to organize as a single shareholder corporation.

Title I. Name - Duration - Registered office - Object

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (Société à responsabilité limitée), under the name of "BI Europe Sàrl", governed by the present articles of association and the laws of Luxembourg pertaining to such an entity (the "Corporation"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law").

Art. 2. Object.

2.1 The object of the Corporation is the holding, the acquisition, the management, the enhancement and disposal of participations, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever. The Corporation may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments, all kind of derivatives including, among others, interest derivatives, rights or interest in securities, foreign currencies and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whether for the purpose of hedging or for any other purpose.

2.2 The Corporation may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Corporation may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or to any other companies of the group. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company of the group. The Corporation may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some of its assets.

2.3 The Corporation may hold interests in partnerships. It may also acquire, enhance, licence and sub-licence and dispose of patents, licences, and all other intellectual property, as well as rights deriving there from or supplementing them.

2.4 In addition, the Corporation may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad, and may lease or dispose of moveable property.

2.5 In general, the Corporation may carry out all commercial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purpose.

2.6 The Corporation may also pursue marketing and selling activities directly or through branches established abroad and/or offices located abroad.

Art. 3. Duration.

3.1 The Corporation is established for an unlimited duration.

3.2 The Corporation may be dissolved at any time by a resolution of the Sole Shareholder adopted in the manner required for the amendment of these articles.

3.3 The life of the Corporation does not come to an end by the incapacity, bankruptcy, insolvency of or any other similar event affecting one or several members.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office is established in the city of Luxembourg. The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by decision of the board of managers. It may further be

transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Sole Shareholder adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

4.2 The Corporation may establish offices and branches, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the board of managers.

4.3 In the event that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office or with the ease of communications with such office, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures will have no effect on the nationality of the Corporation, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Title II. Capital - Shares

Art. 5. Capital - Shares.

5.1 The Corporation's corporate capital is set at thirty thousand euro (EUR 30,000.-), represented by two (2) classes of shares as follows: thirty thousand (30,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and zero (0) mandatory redeemable preferred shares (the "Mandatory Redeemable Preferred Shares", and together with the Ordinary Shares shall be referred to as the "Shares"), having a par value of one euro (EUR 1.-) each. The respective rights and obligations attached to each class of Shares are set forth below. The Ordinary Shares are vested with full voting rights and the Mandatory Redeemable Preferred Shares have no voting rights within the limit of article 7.1 of the articles of incorporation of the Corporation.

5.2 All the Shares are fully paid up.

5.3 In addition to the contributions to the Corporation in the form of corporate capital as set forth in the above section 5.1, new shareholders or existing shareholders may subscribe to Shares by payments made to the corporate capital and as the case may be also through payments made to the share premium account linked to the newly issued shares.

5.4 The shareholder owning Ordinary Shares will be exclusively entitled to any and all rights attached to the share premium paid for the subscription of Ordinary Shares. The shareholder owning Mandatory Redeemable Preferred Shares will be exclusively entitled to any and all rights attached to the share premium paid for the subscription of Mandatory Redeemable Preferred Shares.

5.5 Share premium paid on Ordinary Shares or Mandatory Redeemable Preferred Shares shall be booked in specific share premium accounts, as follows:

- any share premium paid on Ordinary Shares shall be booked in an Ordinary Shares' share premium account (the "Ordinary Shares' Share Premium Account") and such share premium shall remain attached to the Ordinary Shares upon which the share premium was paid; and

- any share premium paid on Mandatory Redeemable Preferred Shares shall be booked in a Mandatory Redeemable Preferred Shares' share premium account (the "Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account") and such share premium shall remain attached to the Mandatory Redeemable Preferred Shares upon which the share premium was paid.

5.6 Capital contribution made without issuance of Ordinary Shares shall be booked in the account connected to the Ordinary Shares, (identified as the "Ordinary Shares Account 115") and such capital contribution shall remain attached to the Ordinary Shares.

5.7 All Mandatory Redeemable Preferred Shares are issued in the form of redeemable shares within the meaning of Article 49-8 of the Law. Without prejudice to the conditions set forth in Article 49-8 of the Law (including, without limitation, the fact that the redemption of the Mandatory Redeemable Preferred Shares can only be made by means of sums available for distribution pursuant to Article 72-1 of the Law) (distributable funds, inclusive of the extraordinary reserve established with funds received by the Corporation as an issue premium or proceeds of a new issue made for the redemption purpose), Mandatory Redeemable Preferred Shares will be redeemed pursuant to the following terms and conditions:

- (i) if the Mandatory Redeemable Preferred Shares are neither converted or retracted, the Corporation shall redeem all Mandatory Redeemable Preferred Shares then in issue upon expiry of a ten (10) years period from the date on which the relevant Mandatory Redeemable Preferred Shares are issued (the "Final Mandatory Redemption Date");

- (ii) notwithstanding the Final Mandatory Redemption Date and at any time before such date, the holder of Mandatory Redeemable Preferred Shares is entitled to request (in one or several occasions) in writing the Corporation to redeem all or part of its Mandatory Redeemable Preferred Shares; and

- (iii) the holder of any Mandatory Redeemable Preferred Shares, that has been redeemed, is entitled to receive a payment in cash or in kind per redeemed Mandatory Redeemable Preferred Shares (the "Redemption Price") equal to:

1. the par value of the redeemed shares ; plus

2. all and any accrued and unpaid dividends that the holder of redeemed Mandatory Redeemable Preferred Shares is entitled to receive at the time of the redemption; plus

3. an amount corresponding to a portion of the Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account equal to the amount of the Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account divided by the number of outstanding Mandatory Redeemable Preferred Shares prior to the redemption; plus

4. an amount corresponding to the portion of the Mandatory Redeemable Preferred Shares Reserve Account (as such expression is defined in article 5.11 below) divided by the number of outstanding Mandatory Redeemable Preferred Shares prior to the redemption.

Redeemed Mandatory Redeemable Preferred Shares will be cancelled forthwith after redemption.

5.8 All Mandatory Redeemable Preferred Shares are issued in the form of shares convertible either into Ordinary Shares or shares of another class of Mandatory Redeemable Preferred Shares to be created by the shareholders of the Corporation (the "New Class of Mandatory Redeemable Preferred Shares") pursuant to the following terms and conditions:

(i) notwithstanding the Final Mandatory Redemption Date, the holder of Mandatory Redeemable Preferred Shares may at any time before such date, request (in one or several occasions) in writing to convert into Ordinary Shares or into shares of the New Class of Mandatory Redeemable Preferred Shares all or part of the Mandatory Redeemable Preferred Shares; and

(ii) the Mandatory Redeemable Preferred Shares will be converted to the fair market value equivalent of Ordinary Shares or shares of the New Class of Mandatory Redeemable Preferred Shares equal to the respective Mandatory Redeemable Preferred Shares par value, accrued and unpaid dividends, attached Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account and Mandatory Redeemable Preferred Shares' Reserve Account. No decimal of Shares will be available. The board of managers of the Corporation may (in case of decimals) either round up or round down to the closest appropriate number of Ordinary Shares or shares of the New Class of Mandatory Redeemable Preferred Shares.

Converted Mandatory Redeemable Preferred Shares will be cancelled forthwith after conversion.

5.9 The holders of Mandatory Redeemable Preferred Shares will be entitled to an annual cumulative dividend equal to a fixed rate corresponding to the total amount of (i) the fixed interest income derived from the receivables financed by the Mandatory Redeemable Preferred Shares (including any attached Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account) minus (ii) an arm's length margin computed on the principal amount of these receivables divided by the daily total of issued Mandatory Redeemable Preferred Shares par value and par value attached share premium (if any) during the course of the Corporation's financial year. The annual cumulative dividend shall be calculated on the daily total of issued Mandatory Redeemable Preferred Shares par value and attached share premium (if any) during the course of the Corporation's financial year.

5.10 The holder of Mandatory Redeemable Preferred Shares will only be entitled to dividend payments provided that the Corporation has sufficient liquid assets available, after each dividend payment is made to cover its current expenses immediately after the payment of the dividend and one of the following three (3) events has occurred:

- (i) the distribution of a dividend payment is approved; or
- (ii) Mandatory Redeemable Preferred Shares are redeemed by the Corporation or their holder; or
- (iii) the Corporation is wound-up.

5.11 Should the profits be sufficient to distribute a dividend, in whole or in part, and the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders, decides to make no distribution resolution with respect to such dividend, the amount of the dividend that should have been distributed to the holder of the Mandatory Redeemable Preferred Shares shall be automatically allocated to a distributable reserve booked in a Mandatory Redeemable Preferred Shares reserve account (the "Mandatory Redeemable Preferred Shares Reserve Account").

5.12 In case of dissolution of the Corporation, the holder of Mandatory Redeemable Preferred Shares will rank junior to all debts incurred by the Corporation but will rank senior to the holder of Ordinary Shares as set forth in article 18 below.

Art. 6. Increase and reduction of capital. The corporate capital of the Corporation may be increased or reduced in one or several times, by a resolution of the Sole Shareholder, adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1 The Shares are freely transferable to non-members within the limit of the Law under the condition that the Corporation remains wholly held by a single shareholder. These articles of association will have to be amended in case the Corporation would cease to be organized as a single shareholder corporation.

7.2 The transfer of Shares will only be binding upon the Corporation or third parties following a notification to, or acceptance by the Corporation as provided in article 1690 of the civil code.

7.3 The Corporation may purchase its own shares.

Art. 8. Form of shares - Shareholders' register.

8.1 Shares are issued in registered form only.

8.2 A members' register will be kept at the registered office of the Corporation in accordance with the provisions of the Law and may be examined by the Sole Shareholder if it requires doing so.

8.3 The ownership of Shares will be evidenced by the due registration in the shareholders' register of the Corporation.

Title III. Administration - Management - Representation

Art. 9. Board of managers.

9.1 The Corporation shall be managed by a board of managers composed, at least, of two (2) managers, who do not need to be member and who will be appointed pursuant to a resolution of the Sole Shareholder. The board of managers shall be composed of two (2) classes of managers (A and B) as follows: Class A shall be composed of one (1) manager at least and Class B shall be composed of one (1) manager at least.

9.2 The managers are appointed and removed ad nutum pursuant to a decision of the Sole Shareholder, which determines their powers, compensation and duration of their mandates reserved the faculty attributed to the board of managers to proceed by way of cooptation in order to replace resigning or deceased board members. The managers shall hold office until their successors are appointed.

Art. 10. Powers of the board of managers.

10.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present articles of association to the Sole Shareholder fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Corporation's object.

10.2 To the extent permitted by the Law, the board of managers may sub-delegate powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The board of managers will determine the agent's responsibilities and remunerations (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

10.3 The agent so appointed shall in any case be revocable ad nutum.

Art. 11. Procedure.

11.1 The board of managers shall meet in Luxembourg as often as the Corporation's interest so requires or upon call of any manager. The board of managers shall meet at least annually in Luxembourg. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the general meeting of the Sole Member.

11.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least one (1) working day in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram or telefax, or by e-mail of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers. No such notice is required if all the managers of the Corporation are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have full knowledge of the agenda of the meeting.

11.3 Any manager may attend the board of managers' meeting by means of telephone conference or videoconference but such meetings may not be attended by a particular manager while the manager is physically present in Canada. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

11.4 Any manager may exceptionally act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram or telefax, or by e-mail another manager as his proxy. Such appointment should also be valid if a Class A manager appoints a Class B manager and vice-versa. In case there is only one manager physically present at the board meeting, this manager is allowed to appoint a secretary, who needs not to be manager, in order to assist him by holding the board meeting. Votes may also be cast in writing or by cable, telegram or telefax, or by e-mail.

11.5 The board of managers can validly deliberate and act only if at least one Class A manager and one Class B manager are present or represented. Decisions shall be taken by a majority vote composed at least by one vote of each class of managers present or represented at such meeting.

11.6 Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or telefax.

11.7 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the chairman pro tempore, by the secretary or by two managers.

Art. 12. Representation. The Corporation shall be bound by the joint signature of one Class A manager and one Class B manager in any case and for any amount or by the sole or joint signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the board of managers.

Art. 13. Liability of the managers. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Corporation. As agents of the Corporation, they are responsible for the correct performance of their duties.

Title IV. Resolutions of the sole shareholder

Art. 14. Powers and voting rights.

14.1 The Sole Shareholder shall have the power to ratify all acts relating to the operations of the Corporation.

14.2 Resolutions of the Sole Shareholder will be passed by its single vote.

14.3 The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the Sole Shareholder. The Sole Shareholder may change the nationality of the Corporation.

14.4 Each Ordinary Share entitles its holder to one vote in ordinary and extraordinary general meetings of the Sole Shareholder.

14.5 The Corporation will recognize only one holder per share.

14.6 The Sole Shareholder exercises all the powers of the general meeting.

14.7 The decisions of the Sole Shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing.

14.8 Also, contracts entered into between the Sole Shareholder and the Corporation represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 15. Annual general meeting. An annual general meeting of the Sole Shareholder approving the annual accounts shall be held annually within six months after the close of the accounting year at the registered office of the Corporation or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Corporation shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty first day of December, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the Corporation and shall terminate on the thirty first day of December of the year two thousand and fifteen.

Art. 17. Annual accounts and allocation of profits.

17.1 The annual accounts are drawn up in EUR, which is the functional currency of the Corporation, by the board of managers of the Corporation at the end of each accounting year and will be at the disposal of the Sole Shareholder at the registered office of the Corporation.

17.2 Out of the annual net profits of the Corporation, five per cent (5%) shall be placed into the legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Corporation. The general meeting of the Sole Shareholder, upon recommendation of the board of managers, will determine how the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the board of managers of the Corporation,
2. These accounts show a profit including profits carried forward,
3. The decision to pay interim dividends is taken by a resolution of the Sole Shareholder, and
4. The payment is made once the Corporation has obtained the assurance that the rights of the significant creditors of the Corporation are not threatened.

Title V. Dissolution - Liquidation

Art. 18. Dissolution - Liquidation.

18.1 In the event of dissolution of the Corporation, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the Sole Shareholder effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

18.2 The power to amend these articles of association, if so justified by the needs of the liquidation, remains with the Sole Shareholder.

18.3 The power of the board of managers of the Corporation will end upon the appointment of the liquidator(s). After the payment of all debts and liabilities of the Corporation or deposit of any funds to that effect, the remaining available amount will be paid first in priority to the holder of Mandatory Redeemable Preferred Shares according to the par value of such shares increased by (i) the share premium if any attached to each Mandatory Redeemable Preferred Share, on a pro rata basis, (ii) any accrued and unpaid dividends, (iii) any Mandatory Redeemable Preferred Shares Reserve Account and (iv) (if applicable) by any amount that would have been allocated to the Mandatory Redeemable Preferred Shares legal reserve at the subscription of these Mandatory Redeemable Preferred Shares, on a pro rata basis. Holder of Ordinary Shares will then be entitled to the remaining available amount (if any) on a pro rata basis (according to the number of Ordinary Shares held in the Corporation's capital by the holder of such shares).

Art. 19. General provision. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law.

Subscription - Payment

The articles of association of the Corporation having thus been drawn up by the appearing party, the said party, represented as stated here above, declares to subscribe for the thirty thousand (30,000) ordinary shares and to have fully paid up in cash these shares for an amount of thirty thousand euro (EUR 30,000.-) together with the payment of a share premium attached to the ordinary shares amounting to two hundred euro (EUR 200.-).

Statement

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the Law and expressly states that they have been fulfilled.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Corporation as a result of its formation are estimated at approximately one thousand one hundred and ten euro (EUR 1,110.-).

Resolution of the sole shareholder

The prenamed Sole Shareholder, representing the entire subscribed capital, has immediately taken the following resolutions:

a.i.1. The registered office of the Corporation is at L-2520 Luxembourg, 9 allée Scheffer.

a.i.2. The number of Class A managers is fixed at one (1).

The following person is appointed as Class A manager:

- Mr. Sylvain Aird, born on December 14, 1970, in Montreal (Canada), residing at 10475, rue Tolhurst, H3L 3A4 Montréal, Canada;

a.i.3. The number of Class B managers is fixed at one (1).

The following person is appointed Class B manager:

- Mr. Emmanuel Réveillaud, born on October 10, 1971 in La Rochelle (France), residing at L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse.

a.i.4. The managers of the Corporation are appointed for an unlimited period.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le onze décembre,

Par-devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, lequel restera dépositaire du présent acte,

A comparu:

9092625 Canada Inc., une société constituée et organisée selon les lois du Canada, ayant son siège social situé à 36 Lajeunesse, Kingsey Falls, QC J0A 1B0, Canada, inscrite auprès du Industry Canada sous le numéro 909262-5 (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Maître Matthieu Groetzinger, avocat, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 10 décembre 2014,

laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la comparante et par le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant ès-qualités, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle entend constituer en tant que société unipersonnelle.

Titre I. Nom - Durée - Siège social - Objet

Art. 1^{er}. Nom. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination «BI Europe Sàrl», qui sera régie par les présents statuts et les lois luxembourgeoises relatives à une telle entité (la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention, l'acquisition, la gestion, le développement et la disposition de participations au Luxembourg ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit. La Société peut en particulier acquérir par souscription, achat, échange ou de toute manière toutes sortes d'actions cotées, actions simples et d'autres titres participatifs, obligations, certificats de dépôt ou d'autres instruments de crédit, tout type de dérivés incluant, entre autres, les dérivés sur intérêts, droits ou intérêts sur sûretés, les monnaies étrangères, et plus généralement tous titres et instruments financiers émis par des entités privées ou publiques que ce soit dans le but de couvrir le risque ou pour tout autre but.

2.2 La Société peut emprunter sous toutes les formes, sauf par voie d'émission publique. Elle peut émettre par voie d'émission privée seulement, effets, obligations et titres de créances et tout autre type de dette et/ou de titres de participation. La Société peut aussi faire des prêts et accorder toute sorte de support, prêts, avances et garanties à d'autres sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, ainsi qu'à toutes autres sociétés du groupe. Elle pourra aussi donner des garanties et accorder des garanties à l'égard de tiers pour garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées ou toutes autres sociétés. La Société pourra de plus gager, transférer, grever ou créer d'autres types de garanties sur l'ensemble ou une partie de ses actifs.

2.3 La Société peut détenir des participations dans des associations. Elle peut également acquérir, développer et céder des brevets, licences ou tout autre type de propriété intellectuelle, ainsi que les droits en dérivant ou les complétant

2.4 De plus, la Société peut acquérir, gérer, développer et céder des propriétés immobilières situées au Luxembourg ou à l'étranger, et elle peut louer ou disposer de biens meubles.

2.5 De manière générale, la Société peut procéder à toutes opérations commerciales et financières dans les domaines de l'acquisition de titres ou de biens immobiliers, qui sont de nature à développer et compléter l'objet social ci-dessus.

2.6 La Société pourra également poursuivre des activités de marketing et de vente directement ou par l'intermédiaire de succursales situées à l'étranger et/ou de bureaux situés à l'étranger.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 La Société pourra être dissoute à tout moment par une décision de l'Associé Unique adoptée dans les conditions requises pour modifier les présents statuts.

3.3 L'existence de la Société ne prend pas fin par l'incapacité, la banqueroute, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg par décision du conseil de gérance. Il pourra également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'Associé Unique délibérant comme en matière de modification des statuts.

4.2 La Société pourra établir des bureaux et des succursales tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.3 Dans l'hypothèse où des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra être procédé au transfert provisoire du siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert du siège social statutaire, restera luxembourgeoise.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social - Parts sociales.

5.1 Le capital social est fixé à trente mille euros (EUR 30.000,-) représenté par deux (2) catégories de parts comme suit: trente mille (30.000) parts ordinaires (les «Parts Ordinaires») et aucune (0) part privilégiée obligatoirement rachetable (les «Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables») et ci-après collectivement avec les Parts Ordinaires les «Parts»), ayant toutes une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune. Les obligations et droits respectifs attachés à chaque catégorie de Parts sont déterminés ci-dessous. Les Parts Ordinaires sont émises sous la forme nominative et assorties de droits de vote et les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables ne disposent d'aucuns droits de vote dans la limite de l'article 7.1 des statuts de la Société.

5.2 Toutes les Parts ont été entièrement libérées.

5.3 En plus des apports faits à la Société sous forme de capital social tel que décrit à l'article 5.1, l'Associé Unique peut souscrire à des Parts par un paiement au capital social et le cas échéant également par des paiements faits au compte prime d'émission liés aux parts nouvellement émises.

5.4 Le détenteur de Parts Ordinaires bénéficiera exclusivement de tous les droits attachés à la prime d'émission (le cas échéant) payée lors de la souscription des Parts Ordinaires. Le détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables bénéficiera exclusivement de tous les droits attachés à la prime d'émission (le cas échéant) payée lors de la souscription des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables.

5.5 La prime d'émission payée pour des Parts Ordinaires ou des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables devra être comptabilisée dans des comptes prime d'émission distincts, comme suit:

- toute prime d'émission payée pour des Parts Ordinaires devra être comptabilisée dans un compte prime d'émission des parts sociales ordinaires (le «Compte Prime d'Emission Parts Ordinaires») et restera attachée aux Parts Ordinaires pour lesquelles la prime d'émission a été payée; et

- toute prime d'émission payée pour Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables devra être comptabilisée dans un compte prime d'émission Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables (le «Compte Prime d'Emission Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables») et restera attachée aux Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables pour lesquelles la prime d'émission a été payée.

5.6 L'apport en capitaux propres non rémunérés par des titres devra être comptabilisé dans le compte connecté aux Parts Ordinaires (le «Compte 115 Parts Ordinaires») et restera attachée aux Parts Ordinaires.

5.7 Toutes les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables sont émises sous la forme de parts rachetables au sens de l'Article 49-8 de la Loi. Sans préjudice des conditions requises à l'Article 49-8 de la Loi (incluant, sans limite, le fait que le rachat des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables peut uniquement être effectué au moyen de sommes disponibles à la distribution conformément à l'Article 72-1 de la Loi) (fonds distribuables, y compris toute réserve extraordinaire constituée par des fonds reçus par la Société à titre de prime d'émission ou bénéfices issus d'une nouvelle émission à laquelle il est procédé à des fins de rachat), les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables seront rachetées conformément aux conditions et modalités suivantes:

(i) si les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables ne sont jamais converties ou retirées, la Société rachètera toutes les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables alors émises à l'expiration d'un délai de dix (10) ans à compter de la date à laquelle les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables ont été émises (ci-après la «Date Finale de Rachat Obligatoire»);

(ii) (nonobstant la Date Finale de Rachat Obligatoire, et à tout moment avant cette date, le détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables peut demander (à une ou plusieurs occasions) par écrit à la Société le rachat de certaines ou de toutes ses Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables; et

(iii) le détenteur de toutes Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables rachetées recevra un paiement en numéraire ou en nature par Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables rachetées (le «Prix de Rachat») égal à:

1. la valeur nominale des parts rachetées; plus

2. tout dividende cumulé mais non payé auquel le détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables rachetées est autorisé à recevoir au moment du rachat; plus

3. un montant correspondant à une partie du Compte Prime d'Emission des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables égal au montant du Compte Prime d'Emission des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables divisé par le nombre de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables restant préalablement au rachat; plus

4. un montant correspondant à une partie du Compte de Réserve Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables (tel que défini à l'article 5.11 ci-dessous) divisé par le nombre de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables restant préalablement au rachat.

Les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables seront annulées immédiatement à l'issue de leur rachat.

5.8 Toutes les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables sont émises sous la forme de parts convertibles en Parts Ordinaires ou en parts d'une autre catégorie de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables qui devra être créée par les associés de la Société (la «Nouvelle Catégorie de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables») conformément aux conditions et modalités suivantes:

(i) nonobstant la Date Finale de Rachat Obligatoire, le détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables peut à tout moment avant cette date, demander (à une ou plusieurs occasions) par écrit la conversion de certaines ou de toutes ses Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables en Parts Ordinaires ou en parts de la Nouvelle Catégorie de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables; et

(ii) les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables seront converties à la valeur équivalente de la valeur de marché des Parts Ordinaires ou de la Nouvelle Catégorie de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables égal à la valeur nominale des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables, au dividende accumulé et non payé, au Compte Prime d'Emission des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables attaché ainsi qu'au Compte de Réserve Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables. Aucune décimale de Parts ne sera possible. Le conseil de gérance de la Société pourra (en cas de décimal) soit arrondir à la valeur supérieure ou inférieure au plus près du nombre de Parts Ordinaires ou de parts de la Nouvelle Catégorie de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables approprié. Les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables seront annulées immédiatement à l'issue de leur conversion.

5.9 Le détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables aura droit à un dividende annuel cumulatif égal à un taux fixe correspondant au montant total du (i) revenu d'intérêt fixe provenant de créances financées par les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables (incluant tout Compte Prime d'Emission Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables) moins (ii) une marge conforme au principe de pleine concurrence déterminée sur le montant principal de ces créances divisée par le montant total journalier de la valeur nominale des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables émises et de la prime d'émission y attachée (le cas échéant) au cours de l'exercice social de la Société. Le dividende annuel

cumulatif sera calculé sur base du montant total journalier de la valeur nominale des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables émises et de la prime d'émission y attachée (le cas échéant) au cours de l'exercice social de la Société.

5.10 Le détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables aura uniquement droit à un paiement de dividendes à condition que la Société dispose d'actifs liquides suffisants pour qu'à l'issue de chaque paiement de dividendes elle puisse couvrir ses frais courants immédiatement après le paiement du dividende et qu'en outre un des trois événements suivants ait eu lieu:

- (i) a distribution d'un dividende est approuvée; ou
- (ii) les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables sont rachetées par la Société ou leur détenteur; ou
- (iii) la Société est dissoute.

5.11 Les bénéfices doivent être suffisants pour distribuer un dividende, en tout ou partie, et l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés ne prend aucune décision de distribuer un tel dividende, le montant du dividende qui aurait dû être payé au détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables sera automatiquement alloué à une réserve distribuable comptabilisée dans un compte de réserve parts privilégiées obligatoirement rachetables le «Compte de Réserve Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables»).

5.12 En cas de dissolution de la Société, le détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables sera subordonné aux dettes encourues par la Société mais sera prioritaire par rapport au détenteur de Parts Ordinaires tel que défini à l'article 18 ci-dessous.

Art. 6. Augmentation et réduction du capital. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision de l'Associé Unique prise dans les conditions prévues pour la modification des présents statuts.

Art. 7. Transfert des parts.

7.1 Les Parts sont librement cessibles à des non-associés dans les limites de la Loi, à condition que la Société conserve la forme d'une société unipersonnelle. Les présents statuts devront être modifiés dans l'hypothèse où la Société cesserait d'être organisée comme une société unipersonnelle.

7.2 Le transfert de Parts ne sera opposable à la Société ou aux tiers que suite à la notification à la Société ou l'acceptation par la Société telles que prévue par l'article 1690 du code civil.

7.3 La société pourra acquérir ses propres parts sociales.

Art. 8. Forme des parts sociales - Registre des associés.

8.1 Les Parts sont émises uniquement sous forme nominative.

8.2 Un registre d'associés sera tenu au siège social de la Société conformément à la Loi et pourra être examiné par l'Associé Unique s'il en fait la demande.

8.3 La propriété des Parts résultera de l'inscription dans le registre d'associés de la Société.

Titre III. Administration - Gérance - Représentation

Art. 9. Conseil de gérance.

9.1 La Société est gérée par un conseil de gérance, composé, au moins, de deux (2) gérants, qui n'ont pas besoin d'être des associés et qui seront nommés par résolution de l'Associé Unique. Le conseil de gérance est composé de deux (2) catégories de gérants (A et B). La catégorie A devra être composée de un (1) gérant au moins. La catégorie B devra être composée de un (1) gérant au moins.

9.2 Les gérants sont nommés et révoqués ad nutum par une décision de l'Associé Unique, qui détermine également leurs pouvoirs, rémunération ainsi que la durée de leur mandat, sous réserve du pouvoir accordé au conseil de gérance de procéder au remplacement des gérants démissionnaires ou décédés par voie de cooptation. Les gérants sont maintenus en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

Art. 10. Pouvoirs du conseil de gérance.

10.1 Tous les pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à la décision de l'Associé Unique, relèvent de la compétence du conseil de gérance, qui est investi des pouvoirs les plus larges pour passer tous actes et effectuer les opérations conformément à l'objet social de la Société.

10.2 Dans les limites permises par la Loi, le conseil de gérance est autorisé à déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc. Le conseil de gérance déterminera les responsabilités et la rémunération (si c'est le cas), la durée de la représentation et toute autre condition appropriée de la fonction d'agent.

10.3 L'agent nommé sera dans tous les cas révocable ad nutum.

Art. 11. Procédure.

11.1 Le conseil de gérance se réunira à Luxembourg aussi souvent que l'intérêt de la Société le requiert ou sur convocation par un gérant. Le conseil de gérance se réunira au moins une fois par an à Luxembourg. Le conseil de gérance pourra choisir en son sein un président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil de gérance et des assemblées générales de l'Associé Unique.

11.2 Tout gérant doit être convoqué par une convocation écrite au moins un (1) jour ouvrable avant la tenue du conseil de gérance, à moins qu'un délai de convocation plus bref ne soit imposé par le caractère d'urgence des affaires en cause, lequel sera dans ce cas décrit dans la convocation. Il peut être passé outre cette convocation avec l'accord écrit, par câble, par télégramme, par télécopie ou par e-mail de chaque gérant. Aucune convocation spéciale n'est requise pour les réunions se tenant à une date, à une heure et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement prise par le conseil de gérance. Une telle convocation n'est pas requise si tous les gérants sont présents ou représentés lors de la réunion et qu'ils constatent qu'ils ont été bien informés et qu'ils ont pleine connaissance de l'ordre du jour de la réunion.

11.3 Tout gérant pourra assister à toute réunion du conseil de gérance par voie de téléconférence ou vidéoconférence mais de telles réunions ne pourront se tenir si l'un quelconque des gérants est physiquement présent au Canada. La participation à une réunion par ces moyens sera considérée équivalente à une participation en personne.

11.4 Tout gérant pourra exceptionnellement assister à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, par télégramme ou par télécopie ou par e-mail un autre gérant. Telle désignation sera également valide si un gérant de catégorie A désigne un gérant de catégorie B et inversement. Pour le cas où un seul gérant serait physiquement présent à une réunion du conseil de gérance, ce gérant est autorisé à nommer un secrétaire, qui peut ne pas être un gérant, pour l'assister dans la tenue de la réunion du conseil de gérance. Les votes peuvent également être exprimés par écrit, par câble, télégramme, télécopie ou par e-mail.

11.5 Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer que si au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B sont présents ou représentés. Les décisions seront prises à la majorité des votes composée par au moins un vote de chaque classe de gérant présent ou représenté à cette réunion.

11.6 Les résolutions écrites, approuvées et signées par tous les gérants ont les mêmes effets que les résolutions votées lors d'une réunion du conseil de gérance. De telles signatures peuvent apparaître sur un seul document ou sur plusieurs copies de la même résolution et peuvent être prouvées par des lettres ou des télécopies.

11.7 Les minutes de chacune des réunions du conseil de gérance doivent être signées par le président ou en son absence par le président intérimaire qui préside une telle réunion. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président, le président intérimaire, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 12. Représentation. La Société est engagée par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B dans tous les cas et pour tout montant, ou par la signature unique ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil de gérance.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. Résolutions de l'associé unique

Art. 14. Pouvoirs et droits de vote.

14.1 L'Associé Unique aura le pouvoir de ratifier tous les actes en relation avec les opérations de la Société.

14.2 Les décisions de l'Associé Unique seront adoptées par son vote unique.

14.3 Le capital social et les autres dispositions de ces statuts pourront être modifiés à tout moment par l'Associé Unique. L'Associé Unique pourra changer la nationalité.

14.4 Chaque Part Ordinaire donne droit à une voix au sein des assemblées générales ordinaires et extraordinaires de l'Associé Unique.

14.5 La Société ne reconnaît qu'un seul détenteur par part sociale.

14.6 L'Associé Unique exerce tous les pouvoirs de l'assemblée générale.

14.7 Les décisions de l'Associé Unique sont établies sous la forme de minutes ou dressées par écrit.

14.8 De plus, les contrats passés entre l'Associé Unique et la Société représentée par l'Associé Unique, seront établis sous la forme de minutes ou dressés par écrit. Cependant, cette dernière hypothèse n'est pas applicable aux opérations courantes passées à des conditions normales.

Art. 15. Assemblée générale annuelle. Une assemblée générale annuelle de l'Associé Unique approuvant les comptes annuels se tiendra dans les six mois de la clôture de l'exercice social au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et finit le trente décembre de l'année suivante, à l'exception du premier exercice social qui débutera à la date de création de la Société et se terminera le trente et un décembre deux mille quinze.

Art. 17. Comptes annuels et allocation des bénéfices.

17.1 Les comptes annuels sont établis en EUR, monnaie de fonctionnement de la Société par le conseil de gérance de la Société à la fin de chaque exercice et seront mis à la disposition de l'Associé Unique au siège social de la Société.

17.2 Cinq pourcent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être requise dès que le montant de la réserve légale s'élèvera à dix pourcent (10%) du capital social émis de la

Société. L'assemblée générale de l'Associé Unique, sur recommandation du conseil de gérance déterminera l'allocation des bénéfices annuels nets.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment sous les conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance de la Société,
2. Ces comptes montrent un bénéfice incluant les bénéfices reportés,
3. La décision de payer un dividende intérimaire est prise par une décision de l'assemblée générale de l'Associé Unique, et
4. Le paiement sera effectué après que la Société aura obtenu la garantie que les droits des créanciers importants de la Société ne sont pas menacés.

Titre V. Dissolution - Liquidation

Art. 18. Dissolution - Liquidation.

18.1 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou morales), nommés par l'Associé Unique, décidant une telle dissolution, qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations.

18.2 Le pouvoir de modifier les statuts, si nécessaire pour les besoins de la liquidation, reste une prérogative de l'Associé Unique.

18.3 Les pouvoirs du conseil de gérance de la Société cesseront par la nomination du(es) liquidateur(s). Après le paiement de toutes les dettes et tout le passif de la Société ou du dépôt des fonds nécessaires à cet effet, le montant restant sera payé en priorité au détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables en fonction de la valeur nominale de ces Parts augmentée par (i) la prime d'émission le cas échéant attachée à chaque Part Privilégiée Obligatoirement Rachetable au pro rata du nombre de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables qu'il détient dans le capital social de la Société, (ii) tout dividende cumulé mais non payé, (iii) tout Compte de Réserve Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables et (iv) (le cas échéant) par tout montant qui aurait été alloué à la réserve légale Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables lors de la souscription de ces Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables au pro rata du nombre de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables qu'il détient dans le capital social de la Société. Le détenteur de Parts Ordinaires sera autorisé à recevoir le cas échéant le montant restant au pro rata du nombre de Parts Ordinaires qu'il détient dans le capital social de la Société.

Art. 19. Dispositions générales. Tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents statuts sera régi par la Loi.

Souscription - Libération

La partie comparante, ici représentée comme indiqué ci-dessus, ayant ainsi arrêté les statuts de la Société, a déclaré souscrire à trente mille (30.000) parts sociales et a déclaré les avoir libérées en espèces pour un montant de trente mille euros (EUR 30.000,-) avec le paiement d'une prime d'émission attachée aux parts ordinaires de deux cents euros (EUR 200,-).

Constatation

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié que les conditions prévues par l'article 183 de la Loi se trouvent accomplies et déclare expressément que celles-ci sont remplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la Société du chef de sa constitution à environ mille cent dix euros (EUR 1.110,-).

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt, l'Associé Unique représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

a.i.1. Le siège social de la Société est fixé à L-2520 Luxembourg, 9 allée Scheffer.

a.i.2. Le nombre de gérants de catégorie A est fixé à un (1) membre.

La personne suivante est nommée gérant de catégorie A de la Société:

- Monsieur Sylvain Aird, né le 14 Décembre 1970 à Montreal (Canada), demeurant au 10475, rue Tolhurst, H3L 3A4 Montréal, Canada.

a.i.3. Le nombre de gérants de catégorie B est fixé à un (1) membre.

La personne suivante est nommée gérant de catégorie B de la Société:

- Monsieur Emmanuel Réveillaud, né le 10 octobre 1971, à La Rochelle, France, demeurant à L-2132 Luxembourg 20, avenue Marie-Thérèse.

a.i.4. Les gérants de la Société sont nommés pour une durée illimitée.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par son prénom, nom, état civil et domicile, ledit comparant a signé avec Nous, notaire le présent acte en original.

Signé: GROETZINGER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 décembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 59769. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEXDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2015000084/620.

(140235276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

AXA Infrastructure Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 887.227,00.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 161.787.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of December,
before us Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

AXA Infrastructure Fund III S.C.A., SICAR, a société d'investissement en capital à risque under the form of a société en commandite par actions governed by the laws of Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 154953 (the "Shareholder"),

hereby represented by Pascale Haine, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 22 December 2014.

The said proxy shall be annexed to the present deed.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of AXA Infrastructure Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a corporate capital of seven hundred fiftythree thousand twenty-two euro (EUR 753,022.-), with registered office at 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary of 8 June 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2144 of 13 September 2011 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 161787 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company Résolutions d'associé unique du 24 décembre 2014 Me DELOSCH No 9839 have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary of 23 October 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3513 of 22 November 2014.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of one hundred thirty-four thousand two hundred five euro (EUR 134,205.-) so as to raise it from its present amount of seven hundred fifty-three thousand twenty-two euro (EUR 753,022.-) to an amount of eight hundred eighty-seven thousand two hundred twenty-seven euro (EUR 887,227.-).

2 To issue one hundred thirty-four thousand two hundred five (134,205) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscription for these new shares, with payment of a share premium in a total amount of thirteen million two hundred eighty-six thousand three hundred twenty-five euro (EUR 13,286,325.-) by AXA Infrastructure Fund III S.C.A., SICAR and to accept payment in full for such new shares by a contribution in cash.

4 To amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the capital increase.

5 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of one hundred thirty-four thousand two hundred five euro (EUR 134,205.-) so as to raise it from its present amount of seven hundred fifty-three thousand twenty-two euro (EUR 753,022.-) to an amount of eight hundred eighty-seven thousand two hundred twenty-seven euro (EUR 887,227.-).

Second resolution

The Shareholder resolved to issue one hundred thirty-four thousand two hundred five (134,205) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared AXA Infrastructure Fund III S.C.A., SICAR, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy.

The Shareholder declared to subscribe for the one hundred thirty-four thousand two hundred five (134,205) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, with payment of a share premium in a total amount of thirteen million two hundred eighty-six thousand three hundred twenty-five euro (EUR 13,286,325.-) and to make payment in full for such new shares by a contribution in cash.

The amount of thirteen million four hundred twenty thousand five hundred thirty euro (EUR 13,420,530.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Third resolution

The Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the new shares according to the above mentioned subscription.

Fourth resolution

The Shareholder resolved to amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

“ **Art. 5. Corporate Capital.** The issued capital of the Company is set at eight hundred eighty-seven thousand two hundred twenty-seven euro (EUR 887,227.-) divided into eight hundred eighty-seven thousand two hundred twenty-seven (887,227) shares. Each issued share has a nominal value of one euro (EUR 1.-), and is fully paid up.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at five thousand three hundred euro (EUR 5.300.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatrième jour de décembre,

Par-devant nous Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

AXA Infrastructure Fund III S.C.A., SICAR, une société d'investissement en capital à risque sous la forme d'une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite au Registre des Sociétés et du Commerce de Luxembourg sous le numéro B 154953 (l'«Associé»),

représenté aux fins des présentes par Pascale Haine, domiciliée professionnellement à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 22 décembre 2014.

La prédite procuration restera annexée aux présentes.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de AXA Infrastructure Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social sept cent cinquante-trois mille vingt-deux euros (EUR 753.022.-), avec siège social au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire soussigné du 8 juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2144 du 13 septembre 2011 et inscrite au Registre

de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161787 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois par un acte du notaire soussigné du 23 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 3513 du 22 novembre 2014.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de cent trente-quatre mille deux cent cinq euros (EUR 134.205,-) pour le porter de son montant actuel de sept cent cinquante-trois mille vingt-deux euros (EUR 753.022,-) à huit cent quatre-vingt-sept mille deux cent vingt-sept euros (EUR 887.227,-).

2 Émission de cent trente-quatre mille deux-cent cinq (134.205) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3 Acceptation de la souscription de ces nouvelles parts sociales, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de treize millions deux cent quatre-vingt-six mille trois cent vingt-cinq euros (EUR 13.286.325,-) par AXA Infrastructure Fund III S.C.A., SICAR à libérer intégralement en espèces.

4 Modification de l'alinéa 1 de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital.

5 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de cent trente-quatre mille deux-cent cinq euros (EUR 134.205,-) pour le porter de son montant actuel de sept cent cinquante trois mille vingt-deux euros (EUR 753.022,-) à huit cent quatre-vingt-sept mille deux cent vingt-sept euros (EUR 887.227,-).

Deuxième résolution

L'Associé a décidé d'émettre cent trente-quatre mille deux-cent cinq (134.205) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite a comparu AXA Infrastructure Fund III S.C.A, SICAR, prénommée, en vertu d'une procuration susmentionnée.

L'Associé a déclaré souscrire cent trente-quatre mille deux-cent cinq (134.205) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) par part sociale avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de treize millions deux cent quatre-vingt-six mille trois cent vingt-cinq euros (EUR 13.286.325,-) et libérer intégralement ces parts sociales souscrites par un apport en numéraire.

Le montant total de treize millions quatre cent vingt mille cinq cent trente euros (EUR 13.420.530,-) a dès lors été à la disposition de la Société, la preuve ayant été rapportée au notaire soussigné.

Troisième résolution

L'Associé a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'émettre les nouvelles parts sociales conformément à la souscription ci-dessus mentionnée.

Quatrième résolution

L'Associé a décidé de modifier l'alinéa 1 de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 5. Capital Social.** Le capital émis de la Société est fixé à huit cent quatre-vingt-sept mille deux cent vingt-sept euros (EUR 887.227,-) représenté par huit cent quatre-vingt-sept mille deux cent vingt-sept (887.227) parts sociales. Chaque part sociale a une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) et est entièrement libérée.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à cinq mille trois cents euros (EUR 5.300,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, notaire le présent acte.

Signé: P. HAINE, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 30 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16916. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 31 décembre 2014.

Référence de publication: 2015000058/149.

(140235480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

MSEOF Park Tower S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.012.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 128.984.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par les résolutions du 18 décembre 2014, l'associé unique de la Société a décidé:

- que la liquidation de la Société est à considérer comme définitivement accomplie et clôturée,
- que les livres et documents sociaux seront conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège social de la Société,
- de donner mandat au liquidateur pour le suivi des provisions et opérations à faire après la clôture de la liquidation (y compris mais non limité la clôture des comptes bancaires et la signature des déclarations fiscales),
- que le compte bancaire sera clôturé en finalité de tous les paiements.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 23 décembre 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014206064/24.

(140230679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Brasstown Entrada I S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 100.613.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of December.

Before Us, Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg).

Is held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of the company Brasstown Entrada I S.C.A., a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) - in liquidation, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by a deed of Maître Léon Thomas (named Tom) METZLER, notary then residing in Luxembourg-Bonnevoie, on April 30, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 667 on June 30, 2004, established and having its registered office at L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix and registered with the Luxembourg register of commerce and companies under the number B 100613 (the "Company"). The articles of incorporation were amended several times and lately by a deed of Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, acting as deputy for Maître Léon Thomas (named Tom) METZLER on May 11, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 765 dated July 26, 2004. The Company has been dissolved and put into liquidation by deed of Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, signed on December 27, 2007 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 771 dated March 31, 2008.

The Meeting is opened at 9.30 a.m. by Maître Jérôme BUREL, lawyer, residing professionally at L-2763 Luxembourg, 31-33 rue Ste Zithe, acting as chairman (the "Chairman"), appointing Mr. Anthony TILLMANY, private employee, residing professionally at L-4031 Esch-sur-Alzette, 32A, rue Zénon Bernard, as secretary of the Meeting. Following mutual agreement by the Chairman and the secretary Mr. Jean-Marc DEBATY, private employee, residing professionally at L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix, is appointed as scrutineer.

The Chairman, the secretary and the scrutineer constitute the board for the Meeting (the "Board"). Having thus been constituted, the Board draws up the attendance list, which, having been signed *ne varietur* by the shareholder(s)/proxyholder(s), by the members of the Board and by the undersigned notary, will remain attached to the present minutes together with the proxy(ies), and will be filed together with the present deed, with the registration authorities.

The Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The 4,999 (four thousand nine hundred ninety nine) Class A Common Shares and 1 (one) Class B Preferred Shares, with a par value of USD 10. - (ten United States Dollars) each, representing the entire issued capital of the Company, are duly represented at this Meeting, which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda hereinafter reproduced, the shareholders having expressly waived any convening notice as far as necessary.

II. The agenda of the present Meeting is as follows:

"1) Report of the auditor to the liquidation ("commissaire à la liquidation").

2) Approval of the liquidation accounts and discharge to be granted to the liquidator and to the auditor to the liquidation ("commissaire à la liquidation").

3) Closure of the liquidation.

4) Determination of the place where the books and social records of the Company shall be kept for 5 years following the closure of the liquidation.

5) Miscellaneous."

III. The extraordinary general meeting of the Company held on December 17, 2014, after having heard the liquidator's report, resolved (i) to appoint 314 Commonwealth Ave. Inc., a corporation organized under the laws of the State of Delaware, having its registered offices at Suite 400, 2711 Centerville Road, Wilmington, New Castle, 19808 Delaware, USA and registered with the Trade Register of Wilmington (Delaware) under number 2850155, as auditor to the liquidation ("commissaire à la liquidation") in order to carry out any necessary action in relation to the liquidation accounts and to examine the liquidator's accounts as at December 17, 2014 and (ii) to schedule the present day, hour and place for the present Meeting.

IV. In consideration of the above agenda and in accordance with article 33 of the articles of association of the Company, each holder of the Class A Common Shares and B Preferred Shares is entitled to participate in the vote on the following resolutions, which shall be validly adopted with the affirmative vote of two-third of the votes cast at the Meeting.

V. Having been provided in due time with the report of the auditor to the liquidation concerning the examination of the accounts and documents pertaining to said liquidation and the execution of the duties of the liquidator, the Meeting has validly and unanimously adopted the following resolutions:

First resolution

After having gotten knowledge of the report of the auditor to the liquidation (commissaire à la liquidation), the Meeting resolves (i) to approve the conclusions of the report of the auditor to the liquidation (commissaire à la liquidation), (ii) to accept and approve the liquidation accounts, (iii) to grant full discharge without reserve or restriction to the liquidator of the Company, as regards its administration for the liquidation of the Company and (iv) to grant full discharge without reserve or restriction to the auditor to the liquidation (commissaire à la liquidation) for the fulfilment of his mandate.

Second resolution

The Meeting resolves to close the liquidation and note that subsequently the Company has ceased to exist as of this day.

Third resolution:

The sole shareholder resolves that the books and social records of the Company shall be lodged and kept for a period of five years at the offices of LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., a public company limited by shares (société anonyme), established and having its registered office at L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under the number B 40312.

There being no further business on the agenda, the Meeting has been adjourned.

Expenses:

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately EUR 1,200.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning.

The deed having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux décembre.

Par-devant Nous, Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée») de la société Brasstown Entrada I S.C.A., une société en commandite par actions -en liquidation, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg par acte de Maître Léon Thomas (appelé Tom) METZLER, notaire alors de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, le 30 avril 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 667 du 30 juin 2004, établie et ayant son siège social à L-1371 Luxembourg 7, Val Sainte Croix et enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100613 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par acte de Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Léon Thomas (appelé Tom) METZLER, le 11 mai 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 765 daté du 26 juillet 2004. La Société a été dissoute et mise en liquidation par acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 27 décembre 2007 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 771 daté du 31 mars 2008.

L'Assemblée est ouverte à 9.30 heures par Maître Jérôme BUREL, avocat, demeurant professionnellement à L-2760 Luxembourg, 31-33 rue Ste Zithe, agissant comme président (le «Président»), nommant Monsieur Anthony THILLMANY, employé privé, demeurant professionnellement à L-4031 Esch-sur-Alzette, 32A rue Zénon Bernard, comme secrétaire de l'Assemblée. Suivant accord mutuel entre le Président et le secrétaire, Monsieur Jean-Marc DEBATY, employé privé, demeurant professionnellement à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix, est nommé scrutateur.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur constituent le bureau de l'Assemblée (le «Bureau»). Le Bureau ainsi constitué, dresse la liste de présence, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires/mandataires, par les membres du Bureau et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte, ainsi qu'avec le(s) procuration(s), pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I. Les 4.999 (quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix neuf) actions ordinaires de Classe A et l'action préférentielle de Classe B, chacune ayant une valeur nominale de USD 10.- (dix dollars américains), représentant l'entièreté du capital émis de la Société, sont dûment représentées à l'Assemblée, qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour reproduit ci-après, les actionnaires ayant pour autant que de besoin expressément renoncé aux convocations.

II. L'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

«1) Rapport du commissaire à la liquidation.

2) Approbation des comptes de la liquidation et décharge à accorder au liquidateur et au commissaire à la liquidation.

3) Clôture de la liquidation.

4) Détermination du lieu où les livres et documents sociaux de la Société seront conservés pendant 5 ans à partir de la clôture de la liquidation.

5) Divers.»

III. L'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue le 17 décembre 2014, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a décidé de (i) nommer 314 Commonwealth Ave. Inc., une société organisée sous les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à Suite 400, 2711 Centerville Road, Wilmington, New Castle, 19808 Delaware, USA et immatriculée au Registre de commerce de Wilmington (Delaware) sous le numéro 2850155, en tant que commissaire à la liquidation afin d'effectuer toutes les actions nécessaires en relation avec les comptes de la liquidation et d'examiner les comptes du liquidateur au 17 décembre 2014 et (ii) de fixer à ces jour, heure et lieu la présente Assemblée.

IV. En considération de l'ordre du jour ci-avant et conformément à l'article 33 des statuts de la Société, chaque détenteur d'actions ordinaires de Classe A et d'actions préférentielles de Classe B est autorisé à participer au vote sur les résolutions suivantes, qui seront valablement adoptées par deux tiers au moins des votes émis à l'Assemblée.

V. Après avoir été en temps utile en possession du rapport du commissaire à la liquidation concernant l'examen des comptes et documents concernant ladite liquidation et l'exécution des obligations du liquidateur, l'Assemblée a valablement et à l'unanimité adopté les résolutions suivantes:

Première résolution:

Après avoir pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation, l'Assemblée décide (i) d'approuver les conclusions du rapport du commissaire à la liquidation, (ii) d'accepter et d'approuver les comptes de la liquidation, (iii) de donner décharge sans réserve ou restriction au liquidateur de la Société, quant à la gestion de la liquidation de la Société et (iv) d'accorder décharge sans réserve ou restriction au commissaire à la liquidation pour l'exécution de son mandat.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de clôturer la liquidation et constate par conséquent que la Société a cessé d'exister à partir de ce jour.

Troisième résolution

L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés pendant une durée de 5 ans au siège social de la société LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., une société anonyme établie et ayant son siège social à L-1371 Luxembourg 7, Val Sainte Croix et enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 40312.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'Assemblée est à présent ajournée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques, qui incombent à la Société du fait de cet acte, sont estimés à approximativement EUR 1.200.-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. A la requête de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: BUREL, THILLMANY, DEBATY, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23/12/2014. Relation: EAC/2014/17994. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 30/12/2014.

Référence de publication: 2014208856/158.

(140234769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

BSO Holding Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 45, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 193.145.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le premier jour du mois de décembre.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

La société CARINAE GROUP S.A.-SPF, une société de gestion de patrimoine familial organisée sous forme d'une société anonyme, ayant son siège social au 45, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164.196,

représentée par Monsieur Stéphane ALLART, expert-comptable, directeur de société, avec adresse professionnelle au 45, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La société prend la dénomination de «BSO Holding Luxembourg S.à r.l.».

Art. 3.

3.1 L'objet de la Société est l'acquisition de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut en particulier acquérir par voie de souscription, achat,

échange ou d'une quelconque autre manière des actions, parts ou autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôts et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par un émetteur public ou privé quel qu'il soit. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise.

3.2 La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, excepté par voie d'offre publique. Elle peut émettre sous forme de placement privé uniquement, des titres, obligations, et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société peut accorder tous crédits y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses entités affiliées. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses entités affiliées. La Société peut en outre mettre en gage, transférer, encombrer ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

3.3 La Société peut également constituer, acquérir, mettre en valeur, vendre, établir des contrats de licence, échanger ou s'intéresser de toute autre manière à tous brevets, marques et tous autres droits intellectuels et immatériels ainsi qu'à tous autres droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

3.4 La Société peut, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger, réaliser directement ou indirectement toutes opérations liées à des biens immobiliers et des droits y attachés, y compris mais ne se limitant pas à l'acquisition, le développement, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers et des droits y attachés.

3.5. La Société peut accomplir toutes opérations commerciales ou financières se rapportant à ses biens meubles ou immeubles, directement ou indirectement liées à son objet.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, les gérants ont tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de l'ensemble des membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à l'unanimité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

L'associé fondateur déclare souscrire l'intégralité des parts comme suit:

CARINAE GROUP S.A.-SPF, prédésignée	douze mille cinq cents (12.500) parts sociales
TOTAL	douze mille cinq cents (12.500) parts sociales

Le fondateur a déclaré libérer intégralement toutes les parts sociales par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Constataion

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 des lois sur les sociétés (loi du 18 septembre 1933) se trouvent remplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Décisions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la société, l'associé, représentant la totalité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

- 1) La Société est administrée pour une durée illimitée par le gérant unique suivant:
 - Monsieur Charles-Antoine BEYNEY, Administrateur de Sociétés, né le 29 septembre 1982 à F - Bordeaux, demeurant 1, Beauchamps Place F5, UK - London SW31NG,
- 2) L'adresse de la Société est fixée à L-1931 Luxembourg, 45, Avenue de la Liberté.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, le prédit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. ALLART, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 04 décembre 2014. Relation: LAC/2014/57715. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014208898/154.

(140234094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

C.A.R.E. Europe 1., S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.000.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 135.206.

In the year two thousand and fourteen, on the third day of December at 18.00 h.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

CEP III First S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B.179211, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, and having a share capital amounting to EUR 1,912,500 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Marine Leonardis, employee, with professional address at 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal,

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of C.A.R.E. Europe 1., S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B.135206, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, and a share capital amounting to EUR 5,000,000 (the "Company"), whose deed of incorporation was enacted by Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on December 17, 2007, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 323 of February 7, 2008 and whose bylaws have been amended for the last time by a deed of Marc LOESCH, notary residing in Mondorf-les-Bains, dated September 18, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3073 of December 4, 2013,

The appearing party, representing as stated above, representing the whole share capital of the Company and having waived any notice requirement requires the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to dissolve the Company anticipatively and to put it into liquidation.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to appoint as liquidator of the Company CEP III Advisor S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company, having its registered office at 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with

the Luxembourg Trade and Companies Register under number B.166713, and having a share capital amounting to twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500).

Third resolution

The Sole Shareholder resolved that the liquidator shall have the most extended powers as provided by articles 144 to 148 bis of the law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended. It may carry out all the deeds provided by article 145 of the Law without previous general meeting authorization, if required by law.

All powers are granted to the liquidator to represent the Company for all operations being a matter of liquidation purpose to realize the assets, to discharge all liabilities and to distribute the net assets of the Company to the shareholders, in kind or in cash.

The said person may in particular, without the following enumeration being limitative, sell, exchange and alienate all either movable or immovable properties and all related rights, and alienate the said property or properties if the case arises, grant release with waiver of all chattels, charges, mortgages and actions for rescission, of all registrations, entries, garnishments and attachments, absolve the registrar of mortgages from automatic registration, accord all priorities of mortgages and of charges, concede priorities of registration, make all payments even if they are not ordinary administrative payments, remit all debts, compound and compromise on all matters of interest to the Company, extend all jurisdictions, and renounce remedies at law or acquired rights of prescription.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to give full discharge to the managers of the Company for the performance of their mandates until the date of the Company's dissolution unless the liquidation reveals faults in the execution of their duty.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to appoint The Carlyle Group (Luxembourg) S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company, having its registered office at 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B.76600 as auditor of the liquidation (commissaire à la liquidation) of the Company.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand euros.

Power

The above appearing party hereby gives power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually, to draw, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

Declarations

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trois décembre à 18.00 h.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU

CEP III First S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.197211, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, et un capital social de EUR 1,912,500, (l'«Associé Unique»)

ici représentée par Marine Leonardis, employée, résidant professionnellement au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'unique associé de C.A.R.E. Europe 1., S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B.135206, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg et un capital social de EUR 12,500, (ci-après

la "Société"), constituée selon acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 17 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 323 le 7 février 2008, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Marc Loesch, notaire résidant à Mondorf-les-Bains, le 18 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3073 du 4 décembre 2013.

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé à toute formalité de convocation, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de dissoudre la Société par anticipation et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé de nommer comme liquidateur CEP III Advisor S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653, Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.166713, ayant un capital social d'un montant de douze mille cinq cent Euros (EUR 12,500).

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé que le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la Loi sur les Sociétés. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale des associés.

Pouvoir est conféré au liquidateur de représenter la Société pour toutes opérations pouvant relever des besoins de la liquidation de réaliser l'actif, d'apurer le passif et de distribuer les actifs nets de la Société aux associés, en nature ou en numéraire.

Il peut notamment, et sans que l'énumération qui va suivre soit limitative, vendre, échanger et aliéner tous biens tant meubles qu'immeubles et tous droits y relatifs; donner mainlevée, avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, de toutes inscriptions, transcriptions, mentions, saisies et oppositions; dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; accorder toutes priorités d'hypothèques et de privilèges; céder tous rangs d'inscription; faire tous paiements, même s'ils ne sont pas des paiements ordinaires d'administration; remettre toutes dettes; transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux; proroger toutes juridictions; renoncer aux voies de recours ou à des prescriptions acquises.

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé d'octroyer décharge aux gérants de la Société pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'à la date de la dissolution de la Société, sauf si la liquidation fait apparaître des fautes dans l'exécution des tâches qui leur incombent.

Cinquième résolution

L'Associé Unique a décidé de nommer The Carlyle Group (Luxembourg) S.à r.l. une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653, Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.76600 en tant que commissaire à la liquidation de la Société.

Évaluation des frais

Le montant des frais, dépenses et rémunération et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à la somme de mille euros.

Pouvoir

Les parties comparantes donnent par le présent acte pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'Etude du notaire soussigné, agissant individuellement de corriger, rectifier, ratifier et signer toute erreur, omission ou fautes de frappes au présent acte.

Déclarations

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en date du jour mentionné au début du document.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la personne comparante, ladite personne a signé avec le notaire le présent acte.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Signé: Marine Leonardis, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 10 décembre 2014. Relation: RED/2014/2459. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 23 décembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014208905/142.

(140233616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Calilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 108.230.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quatorze, le douze décembre,

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est tenue:

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «Calilux S.à r.l.», ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 108.230, constituée suivant acte notarié en date du 17 mai 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1034 du 13 octobre 2005 (la Société).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date du 6 février 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1062 du 4 mai 2013.

La Société a été mise en liquidation suivant acte du notaire soussigné en date du 27 novembre 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est ouverte à 11.15 heures sous la présidence de Madame Stéphanie MANGIN, employée privée, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Cheryl GESCHWIND, employée privée, 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Loïc MARION, employé privé, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour

- 1) Acceptation du rapport du commissaire à la liquidation,
- 2) Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation,
- 3) Clôture de la liquidation,
- 4) Indication de l'endroit où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans.

II. Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Qu'en date du 1^{er} décembre 2014, s'est tenue l'assemblée générale des associés qui a nommé FIDUCIAIRE GLACIS S.à r.l., ayant son siège social à 18a, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en tant que commissaire à la liquidation.

V. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale prend connaissance du rapport du commissaire à la liquidation de la Société et décide de l'accepter.

Un exemplaire de ce rapport restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Deuxième résolution:

L'assemblée générale donne décharge pleine et entière au liquidateur Monsieur Pierre SCHILL et au commissaire à la liquidation FIDUCIAIRE GLACIS S.à r.l..

Troisième résolution:

L'assemblée générale prononce la clôture de la liquidation et constate que la société «Calilux S.à r.l.» a définitivement cessé d'exister.

Pour autant que de besoin, l'assemblée générale confirme que Monsieur Pierre SCHILL, en tant que liquidateur, reste chargé des derniers décomptes et paiements à faire après la clôture de la liquidation.

Quatrième résolution:

L'assemblée générale décide que les livres et documents sociaux de la Société seront conservés pendant la durée de cinq ans à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. MANGIN, C. GESCHWIND, L. MARION et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 décembre 2014. LAC / 2014 / 60385. Reçu soixante quinze euros 75,-.

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 8 janvier 2015.

Référence de publication: 2014208909/69.

(140233813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Borne du Passeur Petange A.S.B.L., Association sans but lucratif.

Siège social: L-4701 Petange, 2, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg F 10.217.

—
STATUTS

L'AN MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT DOUZE, LE QUINZE AVRIL SUR INITIATIVE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE DE PÉTANGE, DE L'UNION NATIONALE DES PASSEURS, FILIÉRISTES ET RÉSISTANTS LUXEMBOURGEOIS ET LE SYNDICAT D'INITIATIVE DE LA COMMUNE DE PÉTANGE. IL EST CRÉÉ UNE ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF QUI EST RÉGLÉE PAR LES PRÉSENTS STATUTS AINSI QUE PAR LA LOI DU 21 AVRIL 1928 SUR LES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF.

Dénomination - Siège - Durée

Art. 1^{er}. L'association est dénommée BORNE DU PASSEUR-PÉTANGE A.S.B.L.

Son siège est à PÉTANGE.

L'association est constituée pour une durée illimitée.

Objet

Art. 2. L'association a pour objet:

- a) de maintenir vivant les liens de l'amitié entre les passeurs, filieristes et résistants luxembourgeois et alliés
- b) d'organiser régulièrement des cérémonies commémoratives près de la Borne du Passeur à Pétange
- c) de commémorer la mémoire des passeurs, filieristes et résistants morts pour la patrie par toutes sortes d'organisations ou d'institutions tel que convénients, anniversaires, expositions, musée, etc...

Art. 3. L'association est neutre en matière politique et religieuse.

Composition - Cotisations

Art. 4. L'association peut affilier et s'affilier.

Art. 5. L'association se compose de membres effectifs et honoraires. Peuvent être admis comme membres effectifs toutes les personnes proposées par les institutions et associations fondatrice qui s'identifient avec les idéaux de l'association et présentent les qualités morales et patriotiques nécessaires à l'accomplissement de cette tâche.

Les propositions sont soumises à l'approbation du Comité. Des membres honoraires peuvent être admis.

Art. 6. La qualité de membre se perd:

- a) par la démission
- b) par le refus de payer la cotisation annuelle, après une mise en demeure par lettre recommandée A
- c) par l'exclusion pour motif grave. Toute exclusion devra être ratifiée par l'assemblée générale.

Art. 7. Les cotisations annuelles pour membres effectifs et honoraires sont fixées par l'assemblée générale.

Administration

Art. 8. L'association est administrée par un Comité qui se compose de 9 membres au moins et de 17 membres au maximum, soit d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire, d'un trésorier et de plusieurs membres.

Les membres du Comité sont élus au scrutin majoritaire secret par l'assemblée générale annuelle. Afin de garantir une représentation proportionnelle des fondateurs de la présente association, aucune représentation ne peut dépasser la moitié des sièges à pourvoir au sein du Comité.

La durée du mandat d'un membre du Comité est de 4 ans, renouvelable par moitié tous les 2 ans et proportionnellement aux représentations diverses. La mandat du président et du secrétaire n'est pas renouvelable conjointement.

Art. 9. Sont éligibles tous les membres effectifs ayant présenté leur candidature; ils peuvent être réélus.

Art. 10. Le Comité élit en son sein le président, les deux vice-présidents, le secrétaire et le trésorier. Si le président démissionne, le 1^{er} vice-président assume sa charge.

Art. 11. Le Comité gère l'association suivant les décisions prises dans les assemblées. Il se réunit sur convocation du président ou, en cas d'empêchement du 1^{er} vice-président ou sur demande motivée de la moitié des administrateurs, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent.

Il ne peut délibérer et décider valablement que si la majorité de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante. Toutes les délibérations du Comité font l'objet de procès-verbaux consignés sur un registre spécial et signés du président, ou en cas d'empêchement, d'un vice-président et du secrétaire.

Art. 12. L'exécution des décisions du Comité et le fonctionnement normal de l'association incombent au président. Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile. Il peut se faire remplacer par un des vice-présidents ou pour des objets bien déterminés, et suivant décision spéciale du Comité, par un autre administrateur.

Le secrétaire est chargé de dresser les procès-verbaux des assemblées et des réunions du Comité. Il devra s'occuper des questions d'administration et d'organisation de l'association.

Le trésorier tient les comptes de l'association, perçoit les cotisations, revenus et recettes, et règle les dépenses de l'association.

Exercice social - Assemblées

Art. 13. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, au mois d'avril, a lieu l'assemblée générale ou le Comité rend compte de la situation financière et administrative de l'association. A cet effet, trois membres effectifs, qui ne font pas partie du Comité, sont nommés vérificateurs des comptes dans l'assemblée qui précède l'assemblée générale.

L'assemblée générale procède à l'approbation du rapport et des comptes de l'exercice écoulé, de l'examen du budget de l'exercice suivant et décide sur toutes les questions lui soumises par le Comité, conformément aux statuts.

Le renouvellement du Comité a lieu comme prévu aux articles 8,9,10.

Art. 15. Une assemblée générale extraordinaire est convoquée chaque fois que le Comité le juge nécessaire ou lorsque la moitié des membres effectifs en fait la demande motivée au moins un mois avant la date prévue pour l'assemblée générale.

Art. 16. Toutes les assemblées peuvent délibérer quel que soit le nombre des membres effectifs présents. Elles ne peuvent toutefois prendre des décisions valables que si elles réunissent au moins 2/3 des membres effectifs. Elles votent par majorité des voix à l'exception des cas spécialement relevés dans les statuts.

Art. 17. Des convocations personnelles doivent être envoyées pour toutes les assemblées au moins 8 jours avant la date prévue. Ces convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Modification des statuts

Art. 18. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications des statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée générale réunit les 2/3 des membres effectifs.

Les convocations se feront par voie postale au moins 8 jours à l'avance. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des 2/3 des voix. Si les 2/3 des membres ne sont pas présents à la première assemblée, une seconde

assemblée sera convoquée qui votera à la majorité des voix quel que soit le nombre des membres présents. Toutefois, si la modification porte sur l'objet de l'association, il sera procédé conformément à l'article 8 de la loi du 21 avril 1928.

Dissolution

Art. 19. La dissolution aura lieu dans les mêmes conditions que la modification des statuts.

L'assemblée qui a prononcé la dissolution décide également sur l'affectation de l'actif net et restant après liquidation. Le produit final sera versé à l'Office Social de la Commune de Pétange.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas expressément prévu aux présents statuts, les associés déclarent se référer aux dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les "Associations sans but lucratif".

Etabli à Pétange, le 15 avril 1992.

UPAFIL / COMMUNE PETANGE / S.I. PETANGE

Signatures

LES MEMBRES FONDATEURS

Pétange, le 7 juillet 1992.

Pr le conseil communal

Le bourgmestre / Le secrétaire

Référence de publication: 2014208892/96.

(140233752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

MCarré S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 181.389.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des associés tenue en date du 4 avril 2014

L'associé unique décide d'accepter la démission de Monsieur Emmanuel BOUILLON et de Monsieur Emmanuel MENANT avec effet immédiat de leurs fonctions de gérant de la société.

L'associé unique décide de nommer Monsieur Gilbert REYLAND, né à Differdange le 2 septembre 1971, demeurant 16, Rue Principale à L-8361 Goetzingen, aux fonctions de gérant de la société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

L'associé unique décide que la société sera valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique.

Gilbert REYLAND.

Référence de publication: 2014206000/16.

(140230181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Badong SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 156.321.

L'an deux mille quatorze, le dixième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée") de la société anonyme qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "BADONG SPF S.A.", dont le contrat de domiciliation a été dénoncé avec effet en date du dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés, à savoir le 24 novembre 2014, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 156321, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 25 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2645 du 2 décembre 2010,

et dont les statuts (les "Statuts") ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 13 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 443 du 22 février 2013.

L'Assemblée est présidée par Madame Regina ROCHA-MELANDA, employée, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

La Présidente désigne Madame Nathalie MAGER, employée, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Madame Monika HECK, employée, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Fixation du siège social au 45-47, route d'Arlon à L-1140 Luxembourg et modification subséquente de l'article 4 des statuts;

2. Nomination d'un nouveau conseil d'administration et détermination de la durée des mandats des administrateurs;

3. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes et détermination de la durée de son mandat;

4. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les mandataires et les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de fixer le siège social au 45-47, route d'Arlon à L-1140 Luxembourg et de modifier subséquemment l'article 4 des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

“ **Art. 4.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration de la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.”

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de nommer un nouveau conseil d'administration, lequel sera dorénavant composé des membres suivants:

a) Monsieur Jeannot DIDERRICH, expert-comptable, né à Ettelbruck (Grand-Duché de Luxembourg), le 27 mars 1973, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon;

b) Madame Nathalie PRIEUR, expert fiscal, née à Trèves (République Fédérale d'Allemagne), le 8 avril 1967, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon;

c) Monsieur Romain WAGNER, expert-comptable, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 26 juin 1967, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

Les mandats des administrateurs ainsi nommés expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2020.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer la société à responsabilité limitée "Benoy Kartheiser Management S.à r.l.", en abrégé "BKM", ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 33849, comme nouveau commissaire aux comptes de la Société, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'année 2020.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et personne ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. ROCHA-MELANDA, N. MAGER, M. HECK, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 décembre 2014. LAC/2014/60508. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208868/84.

(140234356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Le Péristyle - Atelier d'Architecture, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-9065 Ettelbruck, 31, rue Abbé Muller.

R.C.S. Luxembourg B 103.431.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale de la société à responsabilité limitée «Le Péristyle - Atelier d'Architecture», ayant son siège social à L-9080 Ettelbruck, 75, avenue Salentiny,

inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 103.431,

tenue en date du 13 novembre 2014 suivant acte reçu par Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, enregistré à Diekirch en date du 14 novembre 2014, sous le référence DIE/2014/14595.

que suite au décès de Monsieur Romain CLEES, en son vivant associé et gérant de la prédite société, ayant demeuré en dernier lieu à L-9972 Lieler, 1, An der Baach, survenu à Luxembourg en date du 2 décembre 2010, sa succession est échue à 1) Monsieur Léon CLEES, demeurant à L-9630 Allerborn, maison 28, 2) Madame Monique CLEES, épouse Francis LUTGEN, demeurant à L-9351 Bastendorf, 5, am Eck, et 3) Marco CLEES, demeurant à L-9630 Allerborn, maison 28, que par conséquent, les actionnaires de la société prédite ont pris les résolutions suivantes:

- selon convention sous seing privé, daté du 10 octobre 2014, annexé à l'assemblée générale prénommée, les héritiers de Monsieur Romain CLEES vendent les 250 parts sociales ayant appartenu au défunt, à Monsieur Bertrand VERMEULEN, architecte, né à Ath (B) le 25 juin 1965, demeurant à B-6717 Attert, 226, rue du Fourneau.

Suite à cette cession de parts, Monsieur Bertrand VERMEULEN possède cinq cents (500) parts sociales de la société et est associé unique de la société Le Péristyle - Atelier d'Architecture.

La société est dès lors à considérer comme société unipersonnelle.

Constatation que le défunt Monsieur Romain CLEES ne sera pas remplacé comme gérant de sorte que Monsieur Bertrand VERMEULEN sera seul gérant de la société et pourra l'engager par sa seule signature.

Modification du siège social en le transférant avec effet immédiat à l'adresse suivante: L-9065 Ettelbruck, 31, rue Abbé Muller.

Ettelbruck, le 22 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Le notaire

Référence de publication: 2014205866/31.

(140229270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

6922767 Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.228.377.776,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 136.792.

—
Les comptes annuels au 30 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Hille-Paul Schut

Mandataire

Référence de publication: 2014208736/12.

(140232242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.
